

**AUSTÉRITÉ, CAPITALISME :  
QUELLE SOLIDARITÉ DANS  
LE SECTEUR ASSOCIATIF ?**

# SOLIDARITÉ AVEC LES PALESTINIENS !

# RÉVOLUTIONNAIRES

**46** 27 NOVEMBRE 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



## ÉDITORIAL

**« Perdre nos enfants »  
pour leurs guerres et  
profits impérialistes,  
c'est non !**

Qui connaissait Fabien Mandon ? Pas grand monde. Mais ce général, chef d'état-major des armées, vient de faire parler de lui en annonçant qu'il faudrait nous préparer « à perdre nos enfants » dans des guerres et « à souffrir économiquement ». Face à l'indignation qu'ont suscitée ces propos, Macron l'a assuré de son soutien. Car c'est en concentrant la politique du gouvernement : d'un côté augmenter les dépenses militaires et les aides au patronat, de l'autre amputer notre niveau de vie en rognant sur la santé, l'éducation, le logement, les transports... sur fond de licenciements et baisse des salaires et retraites. Guerre sociale et nouvelle guerre impérialiste à l'horizon : c'est deux fois non !

### L'ARMÉE, C'EST POUR LA DÉFENSE DES PROFITS

Le général Mandon n'est pas n'importe quel troupier. En tant qu'officier de l'armée de l'air, il a multiplié les opérations militaires au Tchad, en République démocratique du Congo, en Afghanistan... Partout où l'armée française intervient pour assurer les profits de Total, EDF, Bolloré, Bouygues, Lafarge ou CMA CGM, dont les dirigeants sont de plus en plus coachés ou dragués par l'extrême droite. L'impérialisme français partage avec ses semblables, mais rivaux, les États-Unis dominants en tête, mais aussi la Chine et la Russie, la responsabilité de guerres faisant

SUITE PAGE 2 >>

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : [npa-revolutionnaires.org](http://npa-revolutionnaires.org)

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa\_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 13	CULTURE	p. 15
<b>Éditorial</b> « <i>Perdre nos enfants</i> » pour leurs guerres et profits impérialistes, c'est non !	La guerre qui est à nos portes est la guerre sociale !  Débat sur les rythmes scolaires : le grand retour... ou l'art de détourner l'attention !  Ils sont 0,1 %... nous sommes 99,9 % !  Pour les gouvernements, la vie d'un migrant équivaut à celle d'un poisson...  Électricité : vers des prix survoltés	Guerre d'Ukraine : festin impérialiste en guise de plan de paix  Après la COP 30 : la planète peut continuer de brûler...  Au Mozambique, Total complice de crimes de guerre  Chili : trente-cinq ans après la fin de la dictature, le retour de l'extrême droite ?	Le plan Trump : la paix du ghetto  Les expulsions en Cisjordanie, l'autre face de la guerre d'expansion d'Israël  Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre  La lutte contre l'antisémitisme passe par la dénonciation de la politique de l'État israélien  Quel avenir pour le Moyen-Orient ?	<b>BUDGET 2026, AUSTÉRITÉ, CAPITALISME : QUELLE PLACE POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE SECTEUR ASSOCIATIF ?</b> <i>Associations : état des lieux</i>  <i>Associations et fondations : un marche-pied éthique et discret pour les profits ?</i>  <i>Les associations, sous-traitantes d'un service public ?</i>  <i>Tous et toutes en grève les 16, 17 et 18 décembre</i>  <i>Encore moins cher que les services civiques : le bénévolat !</i>  <i>L'associatif ou l'indépendance de classe</i>	Petit manuel à l'usage des grévistes du 2 décembre  Ukraine : promesses en Rafales, Mirages en perspective ?  SNCF : L'intelligence (très) artificielle de la direction  Grenoble : grève à Cykleo  Stellantis Poissy : le bras d'honneur des salariés à la direction  NovAsco : le couperet est tombé, mais les travailleurs n'en resteront pas là !  SNCF : les Services Électriques sous haute tension	Loi sûreté dans les transports : la répression ne protège jamais les travailleurs !  À Rouen, la colère monte dans le social  Industrie du jeu vidéo - Rockstar Games : la chasse aux syndiqués est ouverte		Film · Essais  Hommage à Michèle Audin	
							<b>VIE DU PARTI</b>  <i>Élections municipales 2026 : la campagne du NPA-R est lancée</i>		<b>NPA JEUNES-R</b>  Nanterre : le bras de fer continu pour le droit aux études pour tous.  Strasbourg : exclu de la fac pour s'être mobilisé contre l'extrême droite  Strasbourg : lycées et fac bloqués contre les mas-sacres dans le monde  Fontenay-sous-bois : l'apprentissage de la matraque au lycée

## » SUITE DE L'ÉDITORIAL

des dizaines et centaines de milliers de morts au Congo ou au Soudan. Macron et ses généraux aimeraient embrigader des jeunes mais les vocations ne sont pas légion ; il compte sur le chômage pour attirer des « volontaires » par du pognon !

### DE L'ARGENT POUR L'HÔPITAL, PAS POUR LE RAFALE !

Canons à vendre ! La France impérialiste est en bonne place sur le marché mondial de l'armement. Depuis bientôt quatre ans, sous prétexte d'aider l'Ukraine que Trump tente aujourd'hui de faire craquer devant Poutine, les dépenses militaires augmentent. Elles ont doublé en dix ans. Il ne s'agit pas de sauver notre liberté contre la menace russe. Seulement d'aider les profits des capitalistes de l'armement, par ces dizaines de milliards qui vont dans leurs caisses. Macron vient de promettre cent Rafale à Zelensky, pour les profits de Dassault qui n'en produira probablement pas tant, mais il y aura des retombées en dividendes sur la mort.

### POUR EMPÊCHER LA GUERRE, IL FAUT EN FINIR AVEC LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

Pas étonnant qu'on trouve des militaristes forcenés au gouvernement, comme dans la droite et l'extrême droite. Pas étonnant que Glucksmann et les socialistes fassent chœur, c'est leur ami Hollande qui avait décidé l'intervention militaire au Mali il y a un peu plus de dix ans.

Mélenchon, lui, déclare qu'il est « *contre la guerre* »... Mais ce serait au Parlement de décider démocratiquement que nous allions au casse-pipe pour les profits des capitalistes et il en appelle à l'armée et à la force de dissuasion nucléaire, comme si l'armée française n'avait jamais fait autre chose que servir les intérêts impérialistes de l'État français, et donc que multiplier les interventions guerrières dans le monde !

### CONTRE LEURS GUERRES IMPÉRIALISTES

Si Mandon a fait le buzz en annonçant vouloir voler la vie de nos enfants, Nathalie Arthaud, de Lutte ouvrière, l'a fait aussi en lui renvoyant en boomerang un passage célèbre de l'Internationale (le chant du mouvement ouvrier) : « *S'ils s'obstinent, ces cannibales, à faire de nous des héros, ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux.* » Bien vu !

Dans l'immédiat, pour dénoncer la complicité de la France impérialiste avec l'État d'Israël dans sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien, une manifestation nationale est appelée à Paris samedi prochain, 29 novembre. Le NPA-Révolutionnaires y appelle, aux côtés d'organisations (dont de jeunesse) et de syndicats (CGT, Solidaires, CFDT et FSU). Rendez-vous à 14 heures, place de la République. Une occasion de répondre à Macron et à ses généraux !

# Un budget d'austérité que personne n'ose voter mais que tous veulent nous imposer

Le Parti socialiste avait tout fait pour s'entendre avec Lecornu sur la confection d'un budget, fait d'économies sur notre dos, mais qu'il espérait pouvoir amender de quelques gadgets pour ne pas trop perdre la face en parlant « d'avancées ». Et voilà qu'au moment du vote du projet à l'Assemblée nationale plus personne n'y a retrouvé ses petits. Dans la nuit du 21 au 22 novembre, la partie recettes du budget, si savamment marchandée, a été rejetée à la quasi-unanimité des votants : 440 contre, un seul pour et 84 abstentions, les autres députés n'ayant même pas pris la peine de voter.

### LES OFFRES DE SERVICE DU PS ÉVINÇÉES

Pourtant, le PS en avait rabattu sur sa taxe Zucman, déjà bien timide et censée rapporter quelque 20 milliards en taxant les plus grosses fortunes, dont les 500 plus grandes, à elles seules, cumulent plus de 1 000 milliards de patrimoine. Même la version light proposée par le PS, qui ne devait plus récolter que le quart de cette somme, c'était trop pour que les macronistes lui en fassent la concession. Quant à l'amendement au projet initial du gouvernement, censé « *taxer les bénéfices des multinationales* », que LFI avait réussi à faire voter avec les voix du PS, du PCF et d'EELV, mais aussi celles du RN (c'est dire à quel point il n'allait pas ruiner les riches !), ce sont les députés macronistes et LR qui y ont vu des « *horeurs votées main dans la main par la FI et le RN* ». Exit donc deux semaines de débats et d'amendements.

Faute de vote à l'Assemblée, c'est la version initiale proposée par le gouvernement qui est transmise à l'approbation du Sénat avant de revenir devant l'Assemblée, ce qui se terminera peut-être par une commission mixte, où macronistes et LR sont majoritaires, par l'adoption d'un budget par ordonnances, ou par la reconduction du précédent budget, avec une augmentation de fait du barème de nos impôts en ne revalorisant pas la grille en fonction de l'inflation annuelle : la gamme est vaste des possibilités de piétiner les aspirations populaires. Les grandes lignes en sont 4,7 milliards d'économies sur les budgets des collectivités locales, 17 milliards de réductions des dépenses de l'État pour les services publics, mais un budget militaire à la hausse et toujours autant de subventions de l'État aux entreprises – un rapport du Sénat de juillet dernier les a évaluées à 210 milliards tandis que les journalistes auteurs du *Grand détournement* les ont chiffrées à 270 milliards.

### UNE « VICTOIRE » EN FORME DE MENACE

Quant à la suspension momentanée de la réforme des retraites qu'avait concédée Lecornu et au nom de laquelle le Parti socialiste comptait justifier son alignement parlementaire sur la Macronie, le Parlement en a effectivement voté le principe le 12 novembre dernier, lors du débat sur le budget de la Sécurité sociale. Elle n'était de toute façon que suspension, pas annulation et retour à la retraite à 60 ans. Certains dans la droite y voyaient même une opportunité de reprendre la question à zéro pour la remplacer par une réforme bien pire. Et pas qu'à droite : c'est ainsi que la CFDT s'est félicitée d'un délai qui permettrait de remettre la question sur

la table pour « *la mise en place d'une retraite à la carte* », cette fameuse retraite à points encore plus injuste dont la CFDT s'est faite depuis longtemps le chantre. Gérard Larcher, le président du Sénat, cette assemblée très largement dominée par la droite, avait annoncé la couleur : « *Le Sénat rétablira la réforme.* » Et un autre sénateur LR de renchérir : « *Sébastien Lecornu a peut-être donné comme gage aux socialistes cette suspension, c'est un gage [...] on entend le supprimer.* » Depuis mardi 25 novembre, c'est chose faite.

### CE N'EST PAS AU PALAIS BOURBON QUE ÇA SE PASSE

Qu'en sera-t-il en fin de course des détails de ce budget et même de cette suspension promise de la réforme des retraites, après les allers-retours des votes budgétaires entre les deux assemblées ? En tout cas, pour la retraite à 60 ans, l'augmentation générale des salaires, des crédits pour les services publics, les hôpitaux, les écoles, ce n'est ni au palais Bourbon ni à celui du Luxembourg que ça se joue. Ce sera dans la rue, dans nos grèves.

OLIVIER BELIN • 25/11/2025

## RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 46 • 27 NOVEMBRE 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »  
ASSOCIATION LOI DE 1901.  
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX  
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,  
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE  
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT  
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE  
TÉL. : 01 49 63 66 66



# Le fléau de la drogue, symptôme d'une société malade de ses injustices

Six mille personnes ont participé, samedi 22 novembre, à la « marche blanche » organisée à la mémoire de Mehdi Kessaci, ce jeune de 20 ans assassiné à Marseille. Ce crime avait d'autant plus de raisons de soulever une vague d'indignation qu'au-delà de lui (ou peut-être à sa place), c'est son frère Amine qui semblait visé. Ce dernier, militant politique et associatif, menait un combat contre les caïds du narcotrafic.

En 2020, c'était un autre de leur frère, Brahim, qui avait été abattu et son corps retrouvé calciné dans une voiture. C'est depuis cette date qu'Amine mène son combat contre la drogue dans ces quartiers nord de Marseille, quartiers pauvres et délaissés de la ville.

En 2023, 49 personnes ont été tuées à Marseille, 24 l'an dernier, fruits de règlements de comptes autour du marché de la drogue. Ces drames se passent le plus souvent dans l'indifférence politique, l'ancien maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, répétait qu'il n'y avait pas de problèmes « tant qu'ils se tuent entre eux ! ». Les victimes ne sont pas les gros bonnets, mais, bien souvent, des jeunes qu'ils utilisent pour faire le guet ou fourguer la marchandise. Or, ce n'est pas aux petites mains que s'en prend l'association d'Amine, mais aux gros qui les emploient. Les politiciens qui se sont précipités à la marche n'avaient, eux, que les mots « sécurité, police,

répression » à la bouche. À commencer par Gérard Darmanin, accouru flanqué du ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, pour se flatter de combattre « avec la plus grande force » ce « terrorisme » qui viserait à « atteindre la République et l'État ». « L'État ne doit pas avoir la main qui tremble » était le couplet du maire de Marseille, Benoît Payan, qui s'empressait de revendiquer des effectifs de police supplémentaires. Et le chef de file du PCF, Fabien Roussel, ne voyait à dénoncer que les restrictions budgétaires qui ne font que « désarmer les services de l'État » au lieu de « voter des crédits pour embaucher des policiers, des douaniers, des magistrats ».

Mais les causes du mal sont bien ailleurs, ce que dénonce sans mâcher ses mots le journaliste Philippe Pujol<sup>1</sup> dans une tribune du journal *Libération* du 21 novembre : « Le narcotrafiquant est le meilleur ennemi du pouvoir. Il est votre moyen imparable pour cacher vos manquements, le méchant absolu



MARCHÉ EN HOMMAGE À MEHDI KESSACI. SAMEDI 22 NOVEMBRE, MARSEILLE

qui vient s'en prendre à la République. La maladie à combattre. La réalité est pourtant bien pire : le trafic de stupéfiants est le symptôme d'une société détraquée. Le symptôme, pas le mal. »

Car c'est bien l'injustice de la société, avec des jeunes qui ne voient d'autre avenir que le chômage alors que pour d'autres l'argent est roi, qui explique non seulement le recrutement facile par les grands du banditisme

d'une main-d'œuvre pour leur trafic, mais aussi l'existence d'une clientèle dans ces quartiers délaissés, dans lesquels la drogue est devenue un véritable fléau.

OLIVIER BELIN • 24/11/2025

1. Philippe Pujol est l'auteur de plusieurs livres sur les quartiers pauvres de Marseille, ses problèmes de chômage, de jeunesse délaissée et de drogue, dont notamment *La Fabrique du monstre*, édition Points, 2017.

KANAKY

## LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS CHOISIT LE PASSAGE EN FORCE

En visite en Kanaky, la ministre des Outre-mer, Naïma Moutchou, a aligné la position du gouvernement sur les demandes des Loyalistes, les colons d'extrême droite, à savoir l'organisation d'une consultation électorale rapide pour faire ratifier les accords de Bougival.

Rappelons que ces accords sont rejetés par les indépendantistes du FLNKS, la principale organisation kanak, dont le président, Christian Tein, remis en liberté dans l'attente du procès déclenché dans le cadre de la répression du soulèvement de l'an dernier, est toujours empêché de retourner dans l'archipel. Ils font la part belle à l'extrême droite caldoche, élargissant la représentation de la Région sud, la plus riche, où les colons sont majoritaires, et, surtout, élargissant le corps électoral dans les élections locales, ce qui avait déclenché le soulèvement de 2024. À l'inverse, les populations kanak n'obtiennent que des mesures symboliques de peu d'incidence, comme la création d'une nationalité « calédonienne », qui viendrait s'ajouter à la nationalité française, ou des représentations diplomatiques directes du territoire, l'État français conservant de toute façon toutes les fonctions « régaliennes ».

Le gouvernement avait décidé de reporter les élections régionales prévues ce mois-ci. C'était une demande de l'extrême droite caldoche qui craignait que la poussée électorale des indépendantistes constatée lors des derniers scrutins organisés librement ne favorise ces derniers. Mais l'élargissement du corps électoral prévu par les accords de Bougival,



s'il était appliqué aux élections régionales, favoriserait certainement les colons au détriment des populations kanak. Les pressions du gouvernement, combinées à la répression - la présence de milliers de flics et militaires supplémentaires se fait sentir quotidiennement dans les zones majoritairement habitées par les Kanak - ont divisé le camp indépendantiste : c'est ainsi que le Palika a confirmé sa signature des accords de Bougival, malgré des protestations internes, et a rompu avec le FLNKS.

Naïma Moutchou disait : « Je ne veux pas faire sans le FLNKS. » On voit ce qu'il en est ! L'État français a choisi à nouveau le passage en force, comptant sur la lassitude des populations dans un territoire quadrillé par les forces de répression et dont le délabrement économique touche de plein fouet les Kanak. Mais l'État français ne pourra pas « faire » longtemps sans les Kanak et, plus généralement, sans toute la jeunesse qui avait allumé les feux de la révolte l'an dernier. Les magouilles pour faire régner un ordre colonial inique annoncent des réactions encore plus radicales tôt ou tard.

J.-J. F. • 25/11/2025

## CONTACTEZ-NOUS

à l'adresse mail suivante :

[courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org](mailto:courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org)

Abonnement

## RÉVOLUTIONNAIRES

Tarif pour le journal papier :

12 mois : ☐ 40€ ☐ soutien 50€

6 mois : ☐ 20€ ☐ soutien 25€

Infos obligatoires :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :  Ville :

Email :

Païement : ☐ Liquide ☐ Chèque

❶ Pour payer par carte bancaire, rendez-vous sur notre site internet, [npa-revolutionnaires.org/abonnement/](http://npa-revolutionnaires.org/abonnement/)

❷ Pour payer par virement, envoyer un mail à

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES



# LA GUERRE QUI EST À NOS PORTES EST LA GUERRE SOCIALE !

Dans une interview diffusée mardi 25 novembre sur RTL, Macron est revenu sur les propos du général Fabien Mandon, qui avait affirmé au congrès des maires de France que nous devions être prêts à « perdre nos enfants » et à « souffrir économiquement ». Dispendieux avec la vie des autres, ce monsieur, et ignorant que près de dix millions de personnes vivent en France sous le seuil de pauvreté – et bien davantage « souffrent » déjà économiquement ! Macron prétend que les propos ont été sortis de leur contexte et qu'« il ne faut pas expliquer à tous les Français qu'on va les sacrifier ». Pas tous donc, mais certains... Et il a tout de même l'intention d'envoyer des soldats français sur la frontière entre la Russie et l'Ukraine pour garantir l'accord de paix, lorsqu'il serait trouvé.

## LA GUERRE EST-ELLE À NOS PORTES ?

Avant la fin de la guerre froide au début des années 1990, « l'ennemi » était déjà à l'Est et tous les troupions, avant que le service militaire ne soit supprimé, avaient droit aux discours sur l'ennemi communiste, l'URSS expansionniste qu'il fallait contenir et se préparer à abattre dans une inévitable troisième guerre mondiale. Comme quoi, ce ne sont pas les déclarations des dirigeants qui suffisent à annoncer les guerres.

Il est clair que les États-Unis n'avaient pas attendu Trump pour déclencher une guerre commerciale, en particulier avec la Chine. Mais, entre une guerre commerciale et une guerre tout court, il y a de nombreuses évolu-

tions possibles. Alors, bien entendu, personne ne peut exclure que la montée des bruits de bottes dans le monde ne soit le prélude de véritables guerres entre grandes puissances, d'autant que, des guerres, il y en a pas mal sur la planète, de l'Ukraine au Darfour, en passant par le Moyen-Orient. Mais les affirmations sur l'éclatement d'une guerre avec la Russie au début des années 2030 tiennent davantage de l'horoscope que d'une analyse de la situation.

## QUELS SONT LES BUTS DE MACRON ET MANDON ?

En réalité, on reste très loin des niveaux de production d'armement de l'époque de la guerre froide. Mais l'augmentation des

dépenses militaires est tout de même considérable. Leur usage dépend du niveau de concurrence et de crise entre les différents impérialistes, imprévisible pour l'instant. Leur usage contre les peuples, pour le pétrole du Moyen-Orient ou les minerais d'Afrique, est lui une constante. Et la dynamique de cette augmentation des dépenses militaires est, elle-même, un problème. Sans revenir sur le fait qu'on ne peut évidemment exclure un dérapage guerrier, ce qui est prévisible à coup sûr, ce sont les attaques que cela annonce pour les classes populaires. Le budget militaire est le seul qui n'est pas rogné et cela avec l'assentiment de tous les partis représentés à l'Assemblée, du Rassemblement national à La France insoumise.

Outre leur fonction militaire, les armes ont une fonction économique : ce sont des commandes directes à l'industrie qui boostent les profits des Dassault et autres Airbus Defence and Space. Des profits qui « ruissellent » sur de nombreux sous-traitants capitalistes. D'autant que les armes produites ont un énorme avantage sur d'autres marchandises : elles sont vite obsolètes, même si elles n'ont pas servi, parce que « ceux d'en face » en ont

sorti de nouvelles...

Mais il y a plus. Les déclarations de Mandon ne traduisent pas seulement les choix économiques de la bourgeoisie. Après trente-cinq ans du « pacifisme » qui a suivi la chute de l'URSS, il s'agit de faire prospérer un patriotisme guerrier, ne serait-ce que pour justifier la reprise de la production militaire en désignant « l'ennemi ». L'armée est très efficace dans le bourrage de crâne patriotique : il y a une reprise en main idéologique du discours dominant qui se traduira inévitablement par des restrictions des libertés démocratiques – on le voit déjà dans la chasse à ceux qui soutiennent les Palestiniens contre le génocide perpétré par l'État d'Israël.

Il n'est jamais rassurant de confier des jou-joux capables de vitrifier la planète à des gens comme Macron, Mandon et, surtout, Trump et Poutine ! Mais s'il y a une guerre à laquelle nous devons nous préparer tout de suite, c'est la guerre sociale que nous déclarent les classes dirigeantes. Les travailleurs disposent déjà d'une première arme : comme c'est nous qui faisons tout, nous pouvons tout bloquer !

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 25/11/2025

## POUR LES GOUVERNEMENTS LA VIE D'UN MIGRANT ÉQUIVAUT À CELLE D'UN POISSON...

Installer des filets de pêche dans la Manche pour intercepter les canots de migrants en direction de l'Angleterre, voilà la nouvelle grande idée du gouvernement français, sans doute dans l'espoir de continuer à toucher les 541 millions de subventions du gouvernement britannique pour aider à lutter contre les traversées dites « illégales ». En échange de cet argent, l'État français s'est engagé à augmenter le nombre d'interceptions d'embarcations et à réduire « notablement » le nombre de traversées, quel qu'en soit le prix en termes de vies humaines.

La « technique » des filets de pêche a été développée pour bloquer les hélices des moteurs des bateaux de narco-trafiquants lancés à pleine vitesse. Son utilisation contre des embarcations chargées de centaines de personnes conduira la majorité d'entre eux à la noyade. Cela ne semble pas provoquer d'émotion parmi ces racistes avides de profits qui nous dirigent.

J. S. • 25/11/2025

## Ils sont 0,1 %, nous sommes 99,9 % !

Dans un rapport publié le 18 novembre, l'Insee (Institut national des statistiques et des études économiques) souligne l'envolée des revenus de la bourgeoisie en France et l'explosion des inégalités sociales en moins de vingt ans. Les 0,1 % les plus riches gagnent en moyenne 167 fois plus que les 25 % les plus défavorisés. Un club très fermé, dont le ticket d'entrée s'établit à un million d'euros de revenus par an, tirés de dividendes, d'actifs financiers et de revenus immobiliers. De 2003 à 2022, leurs revenus ont plus que doublé (+119 %), profitant de la spéculation boursière et immobilière et de baisses d'impôts. Leur taux moyen d'imposition est passé de 29,2 % en 2003 à 25,7 % en 2022. Sans surprise, les réformes menées sous Macron ont été mises au service de la fiscalité des plus riches. Ils sont plus riches... de notre travail ! Gagner toujours plus grâce à l'exploitation des salariés, et payer toujours moins d'impôts, c'est la logique du capitalisme. Nous pouvons y opposer une autre logique : c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons... de leur confisquer tout le gâteau !

LYDIE GRIMAL • 23/11/2025

## ÉLECTRICITÉ : VERS DES PRIX SURVOLTÉS

À travers un discret article du projet de loi de finances pour 2026 (l'article 41), le gouvernement veut faire passer en catimini une énorme attaque sur les tarifs de l'électricité pour les consommateurs. À partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, il prévoit la fin des tarifs réglementés. Les prix payés par les familles seront les mêmes que ceux du marché de gros, soumis à la volatilité du marché de l'énergie. Pour les consommateurs, dont sept millions sont déjà en situation de précarité énergétique, cela pourrait se traduire par une hausse de 19 % de la facture d'électricité, soit jusqu'à 250 euros supplémentaires par an pour un foyer moyen, selon l'association UFC-Que Choisir. Seules les plus grandes entreprises, toujours choyées par le gouvernement, seront protégées, à travers des contrats à très long terme, à des prix avantageux. De quoi électriser la colère sociale !

L. G. • 23/11/2025

## Débat sur les rythmes scolaires : le grand retour... ou l'art de détourner l'attention !

Douze ans après le fiasco de la réforme des « rythmes » scolaires du gouvernement Hollande, une convention citoyenne sur les rythmes de l'enfant, lancée par Macron et Bayrou, a rendu son rapport dimanche 23 novembre. Elle préconise comme principales mesures le retour à la semaine scolaire de cinq jours, une division de la journée scolaire entre matinées réservées aux « apprentissages fondamentaux » et après-midi dédiés à ce qui pour eux n'est pas fondamental, comme la culture ou le sport.

La volonté affichée est d'imposer le retour de ce vieux débat dans les élections municipales de 2026 et les présidentielles de 2027. On voit d'ici le retour des chrono-biologistes sur tous les plateaux de télé pour exposer leurs théories sur le bien-être des enfants. La ficelle est un peu grosse pour tenter d'esquiver une nouvelle fois le problème qui explose aux yeux de tous : la nécessité de mettre de l'argent sur la table pour l'éducation.

Le rapport souligne que les journées scolaires des élèves en France sont les plus chargées des pays de l'OCDE sans jamais évoquer le taux d'encadrement le plus faible et les salaires des enseignants les plus bas. Quand le gouvernement prévoit encore la suppression de 4 000 postes d'enseignants, on sait bien que ce qui guide son action n'est pas le bien-être des enfants, mais uniquement les économies qu'il pourra réaliser sur le dos des services publics et de leurs salariés.

JULIETTE STEIN • 25/11/2025

**Ras-le-bol des médias des milliardaires ?**

**ABONNE-TOI À RÉVOLUTIONNAIRES**

Infos, tarifs et abonnement

Pour un parti des travailleurs et des travailleuses, **communiste & internationaliste**

**NPA** RÉVOLUTIONNAIRES

npa-revolutionnaires.org



# Guerre d'Ukraine : festin impérialiste en guise de plan de paix

Difficile de suivre les errements et rivalités des impérialistes américains et européens dans leurs marchandages sur l'Ukraine, sinon que les travailleurs et travailleuses de Russie et d'Ukraine n'ont rien à attendre des négociations Trump-Poutine, dans lesquelles Macron et ses homologues européens voudraient bien une petite place.

Acte I. Autour d'une partie de golf dans une villa de luxe, Steve Witkoff, chargé par Trump du dossier ukrainien, concocte avec l'homme d'affaires russe Kirill Dmitriev un plan en 28 points. Reconnaissance de la souveraineté russe sur la Crimée, le Dombass et Donetsk, réduction de l'armée ukrainienne à 600 000 hommes...

Marco Rubio, chef de la diplomatie américaine, parle d'une simple « liste de souhaits des Russes »... avant de déclarer quelques heures plus tard sur X : « Les États-Unis sont les auteurs de la proposition de paix. »

De leur côté, les États-Unis ont déjà obtenu de Zelensky leur part de l'exploitation des minerais ukrainiens.

Acte II. Les impérialistes européens sont très énervés... de ne pas avoir été invités à la fête ! Ils se lamentent que le plan Trump prévoit que ce seront des avions européens (donc à leurs seuls frais), et non de l'Otan, qui seront stationnés en Pologne pour garantir le plan...

Pour attirer Zelensky de leur côté, ils dégainent leur réécriture des 28 points : une armée ukrainienne de 800 000 hommes au

Pendant ce temps, ce sont les peuples ukrainien surtout mais aussi et russe, qui paient toujours le prix fort de ce festin impérialiste.

lieu de 600 000, l'Ukraine qui s'engagerait à ne pas récupérer militairement les territoires occupés par l'armée russe... au lieu de les lui donner tout de suite... et, pour gérer le tout, un « Conseil de la Paix »... présidé par Trump ! Réponse de la Russie : le plan « n'est pas approprié ».

Acte III. Trump décide d'une nouvelle réunion dans un hôtel de luxe de Genève. Zelensky y envoie son bras droit, Macron salue les « efforts du président américain pour œuvrer pour la paix ». Et il en sort un nouveau plan en 19 points, avec l'aval de Zelensky... qui laisse en suspens les questions essentielles, notamment territoriales.

À partir de la nuit du 24 au 25 novembre, les frappes aériennes massives russes sur l'Ukraine ont repris, auxquelles ont riposté des drones ukrainiens dans la région russe de Rostov. Trump annonce l'envoi de son émissaire... la semaine prochaine à Moscou. Personne ne sait si le Kremlin va accepter cette offre. Pendant ce temps, ce sont les peuples ukrainien surtout mais aussi et russe, qui paient toujours le prix fort de ce festin impérialiste.



UKRAINE, 23 NOVEMBRE 2025.

## ZELENSKY CONFRONTÉ AUX RÉSULTATS DE SA PROPRE POLITIQUE

Zelensky a, depuis le début de l'invasion russe, lié le destin de son pays au bon vouloir des impérialistes américains et européens. Alors que, depuis 2014 déjà, ceux-ci avaient multiplié les livraisons d'armes à l'Ukraine, ces dernières ont explosé depuis février 2022, pour le plus grand bonheur des Lockheed Martin et autres Dassault...

Ces livraisons n'ont absolument pas permis de faire reculer l'armée russe. Aujourd'hui, l'armée ukrainienne semble sur le point de vaciller dans la région de Pokrovsk...

En Ukraine, le mécontentement monte contre Zelensky et la bande de capitalistes mafieux qui dirigent le pays. En août dernier, les premières manifestations massives depuis l'invasion russe ont contraint Zelensky à renoncer à supprimer les agences anticorruption. Or, un nouveau scandale éclabousse ses proches : les ministres successifs de l'Énergie et le propriétaire de sa société de production auraient détourné 100 millions de dollars, alors que, dans de nombreuses villes, la population doit supporter de longues coupures d'électricité et des pénuries.

AURÉLIEN PÉRENNA • 23/11/2025

## APRÈS LA COP 30 : LA PLANÈTE PEUT CONTINUER DE BRÛLER...

Alors que la planète a franchi en 2024 le seuil de 1,5 °C de réchauffement global, les représentants des pays capitalistes réunis à Belém, au Brésil, pour la trentième conférence mondiale sur le réchauffement climatique (COP 30) ont décidé de ne rien changer à leurs habitudes. Les États-Unis de Trump, première économie mondiale et deuxième émetteur mondial de gaz à effet de serre, n'étaient même pas là.

Parfois, les grand-messes des COP servent aux riches et aux puissants à émettre autant de vaines promesses que de gaz à effet de serre. Ce n'est même pas le cas pour celle de 2025 : le texte validé par les 200 pays participants ne fait pas la moindre mention de la nécessité d'en finir avec les énergies fossiles. Le noir du charbon et du pétrole sied mieux aux

profits des multinationales que le vert de la forêt amazonienne aux portes de laquelle s'est tenue la COP. Une Amazonie utilisée comme un décor en carton-pâte que l'écrasante majorité des participants n'ont vu que du hublot de leur avion. Quant aux représentants des peuples autochtones de cette forêt de plus en plus massacrée, ils ont été tenus à bonne distance.

L'an prochain, la COP 31 se tiendra dans la Turquie du dictateur Erdoğan, et les négociations seront présidées par l'Australie, un des plus gros producteurs de charbon au monde. Tout un programme.

MARIE DAROUEN • 25/11/2025

## MOZAMBIQUE

# Total complice de crimes de guerre

Alors que TotalEnergies espère relancer au plus vite son méga projet d'hydrocarbures au Mozambique, le géant pétrolier est accusé par une ONG allemande de « complicité de crimes de guerre, torture et disparitions forcées », via sa filiale locale, Mozambique LNG.

En mars 2021, l'attaque terroriste d'un groupe affilié à l'État islamique avait fait 1 400 morts, l'un des attentats les plus meurtriers du XXI<sup>e</sup> siècle, à proximité d'un site pétrolier en construction. Dans un contexte terroriste latent dans la région, TotalEnergies avait renforcé la sécurité du site quelques mois plus tôt avec 7 500 soldats de l'armée mozambicaine et des gardes de sociétés de sécurité privées.

## MERCENAIRES AU SERVICE DU CAPITAL FRANÇAIS

Après l'attentat, Mozambique LNG a suspendu son projet. Pour protéger le site pendant cette pause forcée, la multinationale a fondé avec l'État les forces paramilitaires « Joint Task Force » (JTF). Ces soldats se sont livrés à des

actes de barbarie contre des civils qui s'approchaient trop près du site. Des journalistes font état d'une centaine de morts et 26 disparus, au minimum. Bien que des documents internes montrent que Total connaissait ces agissements depuis avril 2021, la coopération avec les JTF s'est poursuivie jusqu'en octobre 2023.

Son PDG, Patrick Pouyanné, a estimé en mai dernier que la situation s'était « fortement améliorée », et que le risque terroriste ne justifiait plus de suspension. Pourtant, cet été, près de 60 000 civils ont été déplacés en deux semaines à cause des attaques. En septembre, l'une d'elles a fait quatre morts. Alors, pour éviter le danger, Mozambique LNG veut achever les travaux par air ou par mer, et les confiner à l'intérieur du site.

Total ne peut se résoudre à abandonner un projet à 23 milliards d'euros et veut reprendre les affaires au plus vite, pour un début de production d'ici 2030.

LAMINE SIOUT • 24/11/2025

# Chili. Trente-cinq ans après la fin de la dictature, le retour de l'extrême droite ?

Le premier tour de l'élection présidentielle chilienne du 16 novembre a été marqué par un relatif échec de la candidate de centre gauche, Jeannette Jara, qui n'a obtenu que 26,85 % des suffrages, le résultat le plus faible de la gauche depuis la fin de la dictature, malgré une coalition très large allant jusqu'aux démocrates-chrétiens.

En face d'elle, deux candidats d'extrême droite, José Antonio Kast et Johannes Kaiser, qui se réclament ouvertement de Pinochet, ont respectivement recueilli 23,92 % et 13,94 %. Un troisième candidat, Franco Parisi, leader du Parti des gens, a créé la surprise avec 19,71 %, en se positionnant sur le terrain d'un populisme libertarien proche de celui du président argentin Milei. Si l'on ajoute les 12,46 % d'Evelyn Matthei, qui représente la droite classique, on comprend que les chances de Jara de l'emporter au second tour sont infimes.

En 2019, un puissant mouvement ouvrier et populaire avait failli renverser le président de droite dure, Piñera, malgré une

répression sanglante qui avait fait 23 morts, des centaines de blessés graves et des milliers de prisonniers, dont certains sont toujours incarcérés.

Mais toute la gauche, PC et syndicats compris, a bradé ce mouvement en échange de la promesse d'une Assemblée constituante qui mettrait fin à la Constitution particulièrement antidémocratique mise en place par Pinochet. Dans la foulée, l'ex-leader étudiant Gabriel Boric a été élu à la présidence, suscitant alors beaucoup d'espoirs... très vite déçus. Un de ses premiers gestes a été de prêter allégeance au général des carabiniers qui avait mené la répression. Une douzaine de prisonniers ont bénéficié d'une grâce pré-

sidentielle, loin d'une amnistie générale. L'élection de la Constituante s'est soldée par un échec complet. Boric a également poursuivi la politique de répression du peuple mapuche de ses prédécesseurs.

Sur le plan social, si Jara, ministre du Travail de Boric, peut se vanter d'une augmentation du salaire minimum de 355 euros à 492 euros par mois, celle-ci a très vite été rongée par l'inflation, en particulier la hausse des prix alimentaires, une partie très importante du budget des classes populaires. Si la durée du travail légal hebdomadaire a été réduite de 45 à 40 heures, c'était en échange d'une flexibilité permettant aux patrons de faire travailler leurs salariés jusqu'à 52 heures par semaine. La promesse de mettre fin à la gestion des retraites par des fonds de pension a été abandonnée. Les conditions de vie de la population laborieuse n'ont cessé de se dégrader.

Jara a donc payé le prix de cette déception. En multipliant les concessions à ses alliés centristes, en tentant de rivaliser avec la droite sur les terrains sécuritaire et de la lutte contre l'immigration, comme Boric avait déjà commencé à le faire, en soulignant qu'elle ne se présentait pas au nom du Parti communiste, elle n'a pas gagné d'électeurs, mais elle a fait le jeu des candidats dont la xénophobie et le culte de l'ordre musclé constituent le fonds de commerce.

G. D. • 25/11/2025

À lire sur notre site : un entretien avec des militants chiliens du Comité pour une internationale ouvrière (CIO), à la veille de la possible victoire électorale de l'extrême droite.



## Palestine

### Le plan Trump : la paix du ghetto

Le 17 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté la « phase II » du « Plan global pour mettre fin au conflit de Gaza » de Trump.

Il prévoit la démilitarisation totale de Gaza, avec une « force internationale de stabilisation » qui prendra peu à peu le relais des forces israéliennes et formera une nouvelle police palestinienne. La résolution va jusqu'à vanter l'expertise dans ce domaine des dictatures que sont l'Égypte et la Jordanie !

Le pouvoir politique sera délégué à « un comité palestinien à caractère technocratique et apolitique », sous le contrôle d'un « Conseil de paix », présidé par Trump.

Cet organe, composé de « Palestiniens qualifiés et d'experts internationaux », sera chargé de la reconstruction de Gaza en attendant que l'Autorité palestinienne « ait mené à bonne fin son programme de réformes », avec pour mandat « d'attirer les investissements », en créant une « zone économique spéciale bénéficiant de droits de douane préférentiels » pour les pays associés.

#### LA COMPLICITÉ DES ÉTATS ARABES

Vis-à-vis des gouvernements des pays arabes de la région, Trump a fait valoir que son plan

Permettait aux Gazaouis de rester chez eux, dans un champ de ruines, évitant à l'Égypte et à la Jordanie une arrivée massive de réfugiés. D'autre part, pour que le Qatar ou le prince saoudien Mohammed Ben Salmane sauvent la face devant leur opinion publique, Trump évoque un avenir dans lequel « les conditions seront alors peut-être réunies pour que s'ouvre un chemin crédible vers l'autodétermination [...] et la création d'un État palestinien », alors même que la résolution ne dit rien de la Cisjordanie.

Mais Netanyahu n'a pas trop de soucis à se faire : depuis 1967, plus d'une trentaine de résolutions de l'ONU sur les droits des Palestiniens, l'intégrité territoriale des pays voisins ou la convention de Genève, sont restées lettre morte !

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 25/11/2025

Si prompt à revendiquer sa filiation anticolonialiste, le gouvernement algérien, qui siège cette année au Conseil de sécurité, peine à justifier son vote pour le plan Trump. Face aux remous dans le pays, le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a invoqué l'importance de consolider le cessez-le-feu et une volonté de ne pas se différencier des autres États arabes et musulmans. Le FLN salue un vote pouvant « créer des conditions favorables au lancement d'un processus politique sérieux pour mettre fin au conflit et recouvrer les droits légitimes du peuple palestinien ». Peu probable que beaucoup soient dupes de cette trahison !

### LES EXPULSIONS EN CISJORDANIE, L'AUTRE FACE DE LA GUERRE D'EXPANSION D'ISRAËL

Depuis début 2024, plus de 40 000 Palestiniens ont été chassés de chez eux dans le nord de la Cisjordanie. Le prétendu cessez-le-feu à Gaza, que l'armée israélienne ne cesse de violer, ainsi que l'annonce du plan Trump n'empêchent pas la poursuite de ces opérations.

Dimanche 24 novembre, dans le village de Deir Jarir, près de Ramallah, un Palestinien de 20 ans a été tué lors d'affrontements avec des colons et l'armée venue les épauler. Trois jours plus tôt, deux jeunes de 18 et 16 ans avaient été abattus à Jérusalem-Est - cette partie de la ville considérée comme territoire palestinien mais où l'armée israélienne prend position tous les soirs.

Depuis janvier dernier, au moment du premier et très éphémère cessez-le-feu à Gaza, l'armée israélienne a lancé son opération militaire « Mur de fer » en Cisjordanie, en commençant par Jénine après une opération militaire de l'Autorité palestinienne elle-même, sous pression d'Israël. Dans la foulée, les camps de réfugiés de Tulkarem et Nur Shams ont été attaqués et la population a été obligée de partir. Dix mois plus tard, ces camps ont été vidés des plus de 30 000 réfugiés des guerres précédentes d'expansion d'Israël qui y vivaient, une grande partie des habitations ayant été détruites.

Tout le monde parle de Gaza, bien sûr, le crime le plus horrible, le ghetto en ruine dont Israël aurait bien voulu vider toute la population si les gouvernants des pays voisins ne refusaient pas de les accueillir. Pendant qu'on parle d'un « plan de paix » à Gaza, la paix des cimetières et des miradors, la guerre, moins visible, continue, pour étendre le territoire d'Israël par les expulsions et la construction de nouveaux villages et colonies.

OLIVIER BELIN • 25/11/2025



VOTE DE LA "PHASE II" DU PLAN TRUMP AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU, LE 17 NOVEMBRE 2025



# LA LUTTE CONTRE L'ANTISÉMITISME PASSE PAR LA DÉNONCIATION DE LA POLITIQUE DE L'ÉTAT ISRAËLIEN

**M**acron, en reconnaissant le principe d'un État de Palestine et en recevant Mahmoud Abbas à l'Élysée, a cherché à donner l'impression de prendre de la distance par rapport à la politique de Netanyahu.

Mais la répression contre ceux qui osent affirmer leur soutien aux populations palestiniennes ne s'est pas interrompue pour autant, comme on a pu le voir avec, par exemple, l'inculpation des militants qui ont perturbé le concert à Paris de l'Orchestre philharmonique d'Israël – alors que les brutes pro-israéliennes qui les ont agressés ne sont pas inquiétées –, ou avec l'annulation par le Collège de France, sur injonction du ministre de l'Enseignement supérieur, d'un colloque sur la Palestine.

En face, les appels d'universitaires, de personnalités du cinéma à cesser toute collaboration avec les institutions israéliennes ou entreprises complices du gouvernement israélien sont autant de protestations contre le génocide à Gaza qui font hurler à l'antisémitisme les responsables israéliens et les zéloteurs de leur politique... En revanche, les dirigeants israéliens s'octroient le droit de « punir » ceux qui osent seulement voir dans les Palestiniens des êtres humains : le film *The Sea* du réalisateur israélien Shai Carmeli-Pollak – tourné en arabe et en hébreu, décrivant le périple d'un jeune Palestinien qui veut voir la mer – ayant été couronné en Israël aux Ophirs du cinéma, le ministre israélien de la Culture a annoncé que l'événement ne sera plus financé par le budget.

Le NPA-R est partie prenante des mobilisations dans la rue contre le génocide à Gaza. Mais ce n'est évidemment pas la seule forme de protestation possible. Des artistes et des universitaires prennent parti contre l'oppression et ils ont bien raison. La lutte contre l'antisémitisme est indissociable de la dénonciation de la politique génocidaire de l'État d'Israël.

J.-J. F. • 25/11/2025

## Quel avenir pour le Moyen-Orient ?

**E**n dehors de Trump, les dirigeants occidentaux se raccrochent à la fiction de la « solution à deux États » prévue par les accords d'Oslo, qui n'a donné naissance qu'à une « entité palestinienne » que les gouvernements israéliens se sont dépêchés de saucissonner, pour aboutir à une « autorité », qui n'a d'autorité que sur les flics qu'elle envoie contre ceux qui protestent contre la corruption généralisée.

Quant à la solution dite « à un État » – un territoire englobant Israël et les territoires palestiniens et où il n'y aurait que des citoyens égaux –, dont certains parlaient, y compris parmi les Palestiniens, avant le déclenchement de la guerre actuelle, on imagine mal comment elle pourrait séduire qui-conque avec le système d'apartheid qui vaut aussi pour les populations arabes qui sont restées en Israël, et tant le fossé creusé entre les populations israéliennes et palestiniennes s'est creusé et rempli de sang.

Il ne peut y avoir de solution au sens propre du terme dans un cadre conçu dès le départ pour institutionnaliser l'exclusion des Palestiniens. Pour ces derniers, comme pour tous ceux qui souhaitent un Moyen-Orient débarrassé de la guerre permanente, il faudra donc une tout autre politique que celle, étroitement nationaliste, défendue depuis près de soixante ans par les organisations palestiniennes, qu'elles soient laïques comme le Fath ou le FPLP, ou confessionnelles comme le Hamas ou le Jihad islamique. Le peuple palestinien a durement payé l'impasse dans laquelle le nationalisme a canalisé sa révolte.

Plus de la moitié des 14 millions de Palestiniens vivent en

dehors des territoires palestiniens et israélien, surtout dans les pays arabes voisins, dont les dirigeants n'ont pas levé le petit doigt pour les défendre, mais dont les peuples manifestent leur solidarité dès qu'ils le peuvent. Il faudrait un mouvement « transnational », non un retour du panarabisme des Nasser et Hafez el-Assad, mais un mouvement internationaliste, socialiste et révolutionnaire. Un rassemblement de tous les peuples de la région qui subissent le joug des dictatures et le pillage des richesses par les multinationales, notamment pétrolières. Un mouvement qui s'efforcera de toucher le cœur des classes populaires israéliennes, elles aussi aliénées par la guerre permanente entretenue par leurs dirigeants, pour les faire rompre avec leur État. Même si la tâche semble difficile pour l'instant, les Israéliens opposés au sionisme et à sa logique mortifère existent.

Seul un programme de classe permettra d'unifier les classes opprimées de tout le Proche-Orient contre les dictatures qui ensanglantent la région.

Cela peut paraître utopique, alors que ce sont les destructions, la famine, les morts qui sautent aux yeux. Mais l'humanité a connu d'autres borbiers dont personne ne la voyait sortir, à commencer par les tranchées de la Première Boucherie mondiale.

De la boue et du sang a jailli une révolution à vocation internationale qui a bouleversé le monde et a manqué de peu de jeter bas le système capitaliste.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 25/11/2025

# Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre

**A**ujourd'hui, une partie de la population israélienne est fanatisée, aveuglée par la haine des « Arabes » distillée à longueur de journée par les dirigeants israéliens. Dans la jeunesse, ceux qui semblent donner le ton sont ces jeunes filmés en train d'incendier les oliveraies palestiniennes, de battre, parfois à mort, des paysans palestiniens ou, dans les villes, agresser des chauffeurs de bus en criant « Mort aux Arabes ! ».

Pourtant, en 2023, avant les massacres du 7 octobre, des manifestations monstres s'étaient succédé pour le départ de Netanyahu, qui cherchait alors à mettre l'appareil judiciaire à sa botte. La haine du Premier ministre n'a pas disparu – en témoignent les sifflets qui ont fusé quand Trump, venu présenter en Israël son « plan » pour Gaza, a prononcé son nom. Mais ces manifestations se sont tues après le 7 octobre.

Les manifestations des parents d'otages contre la poursuite de la guerre ne s'inquiétaient que la vie des otages, non du sort des Gazaouis, et se sont éteintes depuis l'annonce du plan Trump. De fait, les manifestations de soutien aux Palestiniens ne sont, en Israël, que le fait de quelques centaines d'individus qui semblent très isolés. En dehors des militants du Parti communiste affichant leur condamnation des massacres et de quelques cas de soldats refusant le rôle qu'on prétendait leur faire jouer, Netanyahu a réussi à aligner tout le monde derrière sinon sa personne,

du moins sa politique.

Pour l'instant, dans sa majorité, la population israélienne paraît sourde aux souffrances des Palestiniens. Les manifestations contre le génocide sont d'ailleurs réprimées, illustrant l'adage qui dit qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre. Mais leur existence représente l'espoir. Les luttes ont leur dynamique propre, et un combat commencé sur un problème lié à la répression, ou sur des augmentations de salaire dans un pays où le budget militaire engloutit le plus gros des ressources, peut se poursuivre sur une prise de conscience d'intérêts communs avec les exploités et les opprimés des pays voisins. À condition que cette perspective soit proposée. D'où l'importance de ces quelques opposants résolus qui constituent un ferment précieux.





Budget 2026, austérité, capitalisme :

## QUELLE PLACE POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE SECTEUR ASSOCIATIF ?

### ASSOCIATIONS : ÉTAT DES LIEUX

En France, les associations sont des structures à but non lucratif encadrées principalement par la loi de 1901. Elles doivent avoir des statuts et être déclarées en préfecture et ne doivent pas générer de profits. Il en existait 1300 000 en 2023, représentant différents secteurs d'activité. La plupart ont un budget inférieur à 200 000 euros et emploient de zéro à dix salariés. La majorité de ces travailleurs et travailleuses se situent dans les secteurs de l'insertion et de l'action sociale.

Dans cette société capitaliste où tout ce qui ne génère pas de profits est considéré comme inutile par la bourgeoisie, les associations sont frappées de plein fouet par les coupes budgétaires, notamment celles des conseils départementaux. Les conséquences sont des fermetures de services et des licenciements. C'est ce qui est arrivé par exemple à plusieurs associations de prévention spécialisée (« éducateurs de rue ») en 2024 et 2025 sur l'ensemble du territoire. Pour celles qui tentent de se maintenir à flots, c'est la loi de la concurrence qui règne, avec des appels à projets vantant la rénovation de l'action sociale et médico-sociale et dans lesquels s'engouffrent les associations afin de pallier le manque de subventions publiques. Pour trouver des financements, les associations participent à la course à l'accompagnement le moins cher financé par des investisseurs sans scrupules. Et comme si cela ne suffisait pas, ce processus se fait avec la bénédiction de l'État, qui s'empresse d'offrir de l'argent public avec les déductions d'impôts pour les fondations qui bénéficieraient de dons, ou encore des retours sur investissements à des taux élevés dans le cadre des « contrats à impacts sociaux » (CIS).

Un cap a été franchi avec l'arrivée en France de ces contrats, introduits à bas bruit par la loi sur l'Économie sociale et solidaire. Il s'agit carrément d'avoir un retour sur investissement en fonction des résultats sociaux décidés par le département, l'association et le financeur et de la réussite ou non du contrat. L'objectif ne devient plus social mais de faire du profit. C'est sans doute ce qui a attiré la BNP et la Caisse des dépôts, qui se sont proposées pour financer le premier CIS, avec l'association la Sauvegarde du Nord.

### BUDGET 2026 : L'ALERTE DES ASSOCIATIONS

Le budget 2026 fait beaucoup parler pour son niveau record de casse sociale. Pour les associations, déjà bien amputées de leurs subventions et souffrant comme partout de l'inflation qui n'a jamais été compensée, c'est un milliard d'euros en moins prévu en 2026 : 220 millions de suppressions pour les crédits concernant la jeunesse, 40 millions sur le sport, 96 millions sur la culture, 33 millions pour la « cohésion des territoires », ainsi qu'une baisse des budgets pour les structures embauchant des personnes éloignées de l'emploi, comme Emmaüs. 50 000 suppressions d'emplois sont prévues.

Cette orientation budgétaire s'inscrit dans la droite ligne des coupes appliquées à la santé et à l'éducation. Il s'agit de faire payer à la population l'exacerbation de la concurrence entre les capitalistes, la course aux profits ou encore l'augmentation des budgets militaires.

Quand les patrimoines des plus riches ont été multipliés par neuf ces dix dernières années, le gouvernement choisit de couper les budgets des associations d'aide aux principales victimes du système capitaliste, les plus précaires, les plus pauvres. La solidarité n'est pas son problème.

Dans le secteur associatif comme ailleurs, seules nos luttes collectives permettront d'inverser la vapeur.

Alice Wood • 25/11/2025

## TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LES 16, 17 ET 18 DÉCEMBRE

Les trois jours de grève appelés par les Rencontres nationales du travail social en lutte arrivent à grands pas. C'est le moment de riposter face à la casse du secteur dans le public comme dans le privé : exiger l'augmentation des salaires, refuser les suppressions de postes et s'opposer aux politiques d'austérité.

## Associations et fondations : un marche-pied éthique pour les profits ?

Les associations et les fondations sont-elles exemptes de toute imbrication avec les profits économiques ? Légalement oui. La différence entre les deux se situe sur les statuts juridiques et leurs modes de gouvernance, mais les associations et les fondations sont à but non lucratif, contraintes de ne générer aucun profit.

Pourtant, plusieurs exemples montrent comment ces structures peuvent être mises à profit par des groupes capitalistes, notamment via le mécénat, et comment les questions des profits sont détournées, subtilement ou pas.

L'association de protection de l'enfance Im'pactes a répondu récemment à des appels à projet de conseils départementaux sur le versant de l'insertion scolaire et professionnelle pour les jeunes de l'Aide sociale à l'enfance. À y regarder de plus près, on s'aperçoit que son conseil d'administration est présidé par une ancienne DRH de grands groupes comme Bouygues et L'Oréal, et qu'il compte parmi ses membres Bruno Le Maire, ancien ministre de l'Économie. Parmi ses membres fondateurs se trouvent Accor, le fonds Axa pour le progrès humain, le Crédit mutuel, Vinci, la BNP Paribas, L'Oréal, et une convention est passée entre l'association et le Medef.

De son côté, l'association Plateforme du quai de la Borde, qui a les mêmes missions, a été fondée, entre autres, par Pascaline Mulliez, dont la famille possède le groupe Auchan et compte parmi les plus grandes fortunes de France.

Ces groupes capitalistes qui se gavent de profits en exploitant leurs salariés, qui licencient massivement (Auchan a fermé des magasins dans 19 villes de France en 2025), seraient-ils devenus altruistes ?

En plus d'être des opérations de com' pour tenter de redorer leur blason par leurs « bonnes œuvres », on peut soupçonner ces associations d'aide à l'insertion professionnelle de fournir de la main-d'œuvre jeune et bon marché à leur business. Mais pour les capitalistes, investir dans des associations et des fondations, c'est avant tout une opération de défiscalisation et d'investissement immobilier !

## Encore moins cher que les services civiques : le bénévolat !

Le budget d'austérité pour 2026 prévoit une série de coupes budgétaires, dont une économie de 45 millions d'euros avec la suppression de 15 000 missions de services civiques. Pourtant, en dix ans, le nombre de services civiques s'était vu multiplié par quatre. Ce dispositif « d'engagement volontaire » compensé par une indemnité (ni contrat ni salaire) sera remplacé... par rien. Les associations, premiers employeurs de services civiques, devront à la place recruter... des bénévoles ! Ils y occupent déjà 587 000 emplois à temps plein à ce jour. Dans la même veine, le « décret sanctions » de la réforme France Travail de 2025 permet de mettre au boulot les chômeurs pour zéro euro de salaire. Bonne nouvelle pour les 130 salariés licenciés du Secours catholique ! Ils pourront revenir y travailler gratuitement ! À quoi reconnaît-on un capitaliste ? C'est que ça ose tout !





# ns : et discret

La loi du 1<sup>er</sup> août 2003, relative au mécénat, aux associations et aux fondations, a facilité cette combine. Si bien que depuis environ quinze ans, les dons déclarés par les entreprises à l'impôt sur les sociétés au titre du mécénat ont plus que doublé pour atteindre 2,6 milliards d'euros, et le nombre d'entreprises concernées a presque triplé. Sur Internet, on trouve d'ailleurs facilement des conseils sur la meilleure façon d'investir dans des fonds de dotation pour éviter de payer l'impôt sur la fortune immobilière !

Mais on ne peut pas parler de la rentabilité et des profits sur la solidarité sans évoquer le Groupe SOS, multinationale du social, qui regroupe des associations et entreprises à but non lucratif, et se crée un empire dans le secteur en « rachetant » toutes les petites associations en perte de vitesse financière. Un laboratoire de la financiarisation du secteur, à la tête d'un patrimoine immobilier de plusieurs centaines de millions d'euros.

Encadrement législatif ou pas, rien n'est épargné par la loi du profit.

FLORA MORAND • 25/11/2025

## LES ASSOCIATIONS, SOUS-TRAITANTES D'UN SERVICE PUBLIC ?

Alors que beaucoup voient le travail social comme un service public, la moitié du salariat du secteur se trouve en fait dans le milieu associatif, de droit privé. Là encore, il est souvent question de fantasmes autour d'associations solidaires, indépendantes de l'État et du patronat. Elles sont pourtant soumises aux conditions de financements publics et privés, à l'inéluctable marchandisation du secteur, sans indépendance vis-à-vis des politiques gouvernementales. L'apparition des appels à projet et la casse permanente des services publics a fini de fracturer le secteur social.

Le secteur associatif n'est finalement que la pâle copie d'un service public en souffrance : mise en place d'une convention collective unique largement inspirée des précédentes attaques dans la fonction publique ou encore, comme dans la santé et le médico-social, grâce à la réforme des Services et établissements et des parcours des personnes handicapées (Serafin-PH), introduction du même système de financement dans le secteur du handicap que dans le système hospitalier, avec la tarification à l'acte. Oublié l'intérêt premier du public. Les pratiques et soins sont pensés en fonction des dépenses.

Gouvernement et patrons opposent agents publics et salariés du privé, mais les uns sont les cobayes des autres, pour toujours chercher l'économie de budget et la dégradation des conditions de vie, de travail et d'accompagnement. Comme toute privatisation, elle se fait sur le dos des travailleurs, avec des salaires misérables, du manque de personnel et une mise sous pression des salariés.

Ces conditions de travail indécentes impactent aussi les usagers : maltraitance, refus

de prise en charge avec des critères d'inclusion de plus en plus restreints, manque de moyens et fermetures d'établissements. Par exemple, pour compenser la surcharge de travail des éducateurs de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), référents des enfants placés, le milieu associatif est désormais chargé de recruter des référents de parcours qui sont finalement... des référents ASE privés ! Ils coûtent moins cher et deviennent en plus discrètement des petits chefs dans les services.

Avec les restrictions budgétaires publiques en vigueur depuis des années, et qui s'accroissent dans l'ambiance actuelle de course à la guerre, les subventions ne cessent de baisser, ciblant en priorité des secteurs jugés non rentables, allant jusqu'à détruire l'aide aux sans-papiers. C'est d'ailleurs dans cette dynamique que les directions associatives se rachètent une bonne conscience en dénonçant le manque de moyens, comme si elles-mêmes ne participaient pas à cette dégradation du secteur. Les patrons ne manqueront pas d'arguer du manque de financements de l'État pour se justifier.

Face à ceux qui prônent la nationalisation comme solution à tous les problèmes, et la défense des services publics gérés par l'État bourgeois, on est obligé d'opposer la question du contrôle de nos outils et de nos services par nous-mêmes. Si la défense du service public comme intérêt collectif est un combat à soutenir, cela ne peut se faire sans poser la question de l'expropriation, tant du patronat que de leurs alliés au sein de l'État.

La défense du service public social est bien évidemment à mettre en avant, comme un moyen d'unifier les salariés de ce secteur, qu'ils soient du public ou du privé. Aujourd'hui, le secteur social représente 10 % du monde associatif, mais 50 % des salariés d'associations. La possibilité de faire masse en regroupant les travailleurs du secteur social est la seule voie possible pour imposer un rapport de force favorable au gouvernement et au patronat. Un appel à la grève nationale dans le secteur est lancé par une soixantaine d'organisations pour les 16, 17 et 18 décembre prochains. L'objectif d'une grève générale du secteur est de dénoncer l'ensemble de nos patrons et leurs organisations, leurs discours hypocrites de défense du social, tout en s'opposant à la casse du secteur opérée par l'État, et en se liant à l'ensemble du monde du travail.

ERNESTO MEDIC ET ALBA IRAULTZA  
• 25/11/2025

## L'associatif ou l'indépendance de classe

À l'heure où les associations sont frappées de plein fouet par les coupes budgétaires, des mobilisations émergent, à l'image de celle du Mouvement associatif, qui regroupe les directions de grandes associations telles qu'Emmaüs ou l'Association des paralysés de France (APF), pour dénoncer une crise sans précédent qui impacte le milieu associatif.

En mai dernier, nous dénoncions l'arnaque patronale du collectif des 400 000, un appel des patrons d'associations du social, qui organisait une action de rue en revendiquant des moyens pour la protection de l'enfance, tout en étant principalement composé de ceux qui participent à sa dégradation : les organisations patronales et les directions du secteur, notamment l'organisation Nexem, sorte de Medef du secteur social et médico-social.

En appelant à se rassembler le 15 mai, sans mention de la date de grève déjà annoncée par des collectifs et syndicats de salariés du secteur, le collectif des 400 000 cherchait aussi clairement à couper l'herbe sous le pied aux luttes des salariés qui se battent notamment... contre leurs projets.

Car Nexem a précisé son plan de nouvelle convention collective : augmentation du temps de travail, diminution des congés, individualisation des salaires... Dans un contexte de coupes budgétaires massives et de licenciements.

ments.

Ainsi la direction de l'APF avait le culot d'appeler à se mobiliser le 15 mai, alors que son plan social annoncé quelques mois plus tôt à ses salariés, par visio, se concrétisait justement en mai 2025, en laissant 450 de ses salariés sur le carreau, après avoir cherché à rogner au maximum sur leurs indemnités de licenciement.

Citons aussi l'association France terre d'asile, dont les agissements indignes ont été mis à jour par les luttes des jeunes mineurs isolés étrangers, dont celles du collectif parisien des « mineurs du Parc de Belleville », laissés à la rue et sans droits par centaines après leur rejet par cette association qui avait remis en cause leur âge.

On peut compter autant d'histoires glauques que de signataires dans ce collectif des 400 000, pourtant nommés ainsi pour représenter le nombre d'enfants placés en danger qu'il faudrait mieux protéger.

Mais le social-washing est bien ficelé. Associé à la Cimade, à la LDH, et à une association d'anciens enfants placés, le collectif des 400 000 s'offre une belle vitrine.

Malgré ces manœuvres des directions, et leur proposition aux salariés de venir à leur rassemblement sur du temps de travail, les manifestations des salariés en grève ont été bien plus suivies. À Paris, plusieurs dizaines de salariés médusés par le rassemblement de leurs patrons, ont rejoint les rangs de la manifestation qui regroupait des étudiants et des salariés, dénonçant à la fois les coupes budgétaires de l'État et les pratiques patronales brutales des associations employeuses.

Un exemple qui rappelle que le système capitaliste, même quand il se pare d'un vernis humaniste, ne résiste pas longtemps à la nécessité d'une lutte en toute indépendance de classe !

FLORA MORAND • 25/11/2025





# Petit manuel à l'usage des grévistes du 2 décembre

Le gouvernement Lecornu a concocté un budget aux petits oignons pour les riches, les patrons et les marchands de canons. Les annonces de fermetures d'usines et des plans de licenciements rythment les infos. Les salaires sont en berne, les fins de mois difficiles démarrent de plus en plus tôt, et pas sûr que tous les bénéficiaires du RSA touchent la « prime de Noël ». Les franchises sur les médicaments vont encore grimper, possiblement jusqu'à 350 euros par personne et par an. Plus de 3 000 postes supplémentaires dans la fonction publique vont encore sauter. 64 ans minimum pour partir à la retraite va décidément devenir la norme pour l'ensemble des salariés... Et pendant ce temps-là des centaines de milliards vont continuer à ruisseler vers les actionnaires du CAC 40.

Si vous êtes allés jusque-là dans la lecture de ce manuel, vous serez en possession des principales bonnes raisons de vous mettre en grève le 2 décembre et d'appeler vos collègues à en faire autant. Vous ne pouvez pas ne pas en être, car l'arme des travailleurs, quoi qu'il arrive, c'est la grève. Si vous avez peur que cette grève soit un flop à cause de la

politique menée par les directions syndicales après le succès des journées des 10 et 18 septembre, ne restez pas seuls, parlez-en à des collègues autour de vous, à des camarades de votre syndicat. Proposez-leur de faire une assemblée générale pour discuter des moyens pour rompre avec cette stratégie qui mène à la défaite. Employez sans crainte l'expression « grève générale », travaillez pour l'avenir. Enfin, si vous rencontrez lors des manifs du 2 des dirigeants syndicaux qui vous vantent la participation à la « conférence Travail et retraites » qui s'ouvrira le 5 décembre sous le patronage de Lecornu, ne leur serrez pas la main, ce serait vous exposer à une maladie très contagieuse et mortelle : le « dialogue social ». Enfin utilisez cette journée pour mettre en avant vos propres revendications et prendre contact avec d'autres salariés touchés par les mêmes problèmes que les vôtres. Si vous suivez toutes ces recommandations, les directions de la FSU, de la CGT et de Solidaires ne vous diront pas merci.

MARIE DAROUE • 25/11/2025

## Promesses en Rafale, Mirage en perspective ?



Macron et Zelensky ont signé une lettre d'intention d'achat pour toute une série de ventes pour aider l'Ukraine face à la Russie : des batteries de missiles anti-missiles, des locomotives, des drones et sans doute bien d'autres magnifiques engins de guerre, au nombre desquels 100 Rafale, ce qui ferait de l'Ukraine le plus gros acheteur étranger de l'avion de Dassault, devant les 80 commandés par le Qatar et les 62 par l'Inde.

### EST-CE BIEN CRÉDIBLE ?

La France s'est déjà débarrassée de vieux Mirage auprès de l'Ukraine. Que le Rafale soit la prochaine étape peut sembler aller de soi. Mais rien n'est moins sûr. Si le PDG de Dassault, Éric Trappier, annonce vouloir passer en cadence cinq, dans la réalité les usines peinent à produire plus de trois Rafale par mois.

### ET QUI PAIERA ?

Une telle commande coûterait au moins 10 milliards d'euros, une somme que

l'Ukraine seule aurait bien du mal à payer en pleine guerre contre Poutine. Si une telle vente était finalisée, elle nécessiterait une aide, des avances ou des prêts de la part de la France, ou de l'UE. Nul doute que cela se fera en échange de promesses de futurs contrats pour la France et ses entreprises, et d'accès à certaines ressources profitables. Macron, que l'on sait plein d'astuces, envisage déjà d'utiliser les milliards de prêts garantis par l'Europe pour la reconstruction, a aussi évoqué la possibilité de piocher dans les avoirs russes gelés. Un sacré pactole sur lequel de nombreux capitalistes doivent lorgner, à commencer par Trappier qui serait bien content de faire main basse sur une partie du magot. Reste pour Macron à en convaincre ses copains de l'UE. D'une manière ou d'une autre, c'est surtout la population ukrainienne qui en paiera le prix. On ne peut qu'imaginer l'émotion des travailleurs ukrainiens quand de beaux Rafale jaunes et bleus survoleront leur pays en ruine.

### LE PRIX DES AMBITIONS

Que le contrat soit signé ou non, Dassault profite de l'occasion pour revenir à la charge sur la cadence 5, et pour chercher à accélérer la production : multiplier les heures supplémentaires, le travail le samedi... Au regard de la précédente montée en cadence, dont les conséquences sont toujours en cours, on ne peut que se douter de ce que cela signifiera pour les ouvriers de Dassault et de tous les sous-traitants.

## SNCF L'INTELLIGENCE (TRÈS) ARTIFICIELLE DE LA DIRECTION

Sur la gare de triage de Sibelin en région lyonnaise, un des postes d'aiguillage a été équipé d'une intelligence artificielle. Cette IA est capable d'analyser les itinéraires qui ont été tracés et donc d'indiquer aux travailleurs si aucune erreur n'a été faite.

Jusque-là, très peu de boucles de rattrapage existaient, et seule la vigilance des agents permettait d'éviter les incidents. Cet outil est donc plutôt le bienvenu ! Mais l'IA ne règle pas le problème de fond. Car lorsque des incidents se produisent – comme des collisions entre deux trains – c'est en grande partie lié à la fatigue des aiguilleurs qui travaillent en horaires décalés avec des effectifs sans cesse revus à la baisse.

Et, sur le poste, ce nouvel outil est loin de faire ses preuves ! Pourtant, durant toute la phase de son développement, les aiguilleurs avaient proposé des idées pour que ce logiciel réponde au mieux à leurs besoins. Et c'est bien logique, car ils tiennent le poste toute l'année, jour et nuit, et connaissent mieux que quiconque les difficultés techniques de leur métier ! Mais la direction a préféré en faire fi... et a imposé un outil qui rame, rempli de bugs, et au final pas tellement adapté au travail du poste. Les chefs n'ont même pas pris le temps de proposer une formation pour apprendre à s'en servir !

Au final, les aiguilleurs se retrouvent avec un outil qui a pour effet d'alourdir leur charge de travail... un comble ! La SNCF veut tout de même en faire un produit phare et entend le développer dans d'autres triages. Car l'entreprise est prête à tous les recours pour ne pas embaucher et supprimer des postes, quitte à bluffer avec des logiciels inefficaces !

CORRESPONDANT • 25/11/2025

## Grenoble : grève à Cykleo

Les salariés de Mvélo+, le service public de location de vélos de l'agglomération grenobloise, sont en grève depuis le 13 novembre. Mvélo+ dépend du SMMAG, le Syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise, autorité publique qui organise les transports et délègue ce service à Cykleo, filiale cycle de Keolis. En 2023, la métropole a reconduit pour quatre ans cette délégation, un marché de 11 millions d'euros qui a contribué aux 169 millions de profits réalisés par Keolis en 2024.

Les grévistes dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail : plus de vélos et plus de contrats, mais aucun renfort d'agents commerciaux ni de techniciens. Ils refusent également la hausse générale des tarifs et surtout la suppression des tarifs solidaires pour les vélos électriques et les modèles spéciaux, ce qui exclurait les usagers les plus précaires.

Ils affirment que défendre leurs conditions de travail, c'est aussi défendre un service public accessible à tous et toutes : l'austérité du SMMAG et la logique de Cykleo profit de Keolis dégradent le travail comme le service rendu. Les salariés présentent leurs revendications : embauches, augmentations de salaire, maintien des tarifs solidaires.

NOÉMIE MONDON ET BAPTISTE ANGLADE • 25/11/2025

Retrouver l'article complet sur notre site





NOVASCO :  
LE COUPERET EST  
TOMBÉ, MAIS LES  
TRAVAILLEURS N'EN  
RESTERONT PAS LÀ !



Lundi 17 novembre, la chambre commerciale du tribunal judiciaire de Strasbourg a rendu la décision pour les 800 travailleurs de l'aciérie NovAsco. Il a retenu le projet de reprise de Métal Blanc, qui a annoncé ne reprendre qu'un site sur les quatre sites français, celui de Leffrinckoucke, près de Dunkerque. Le site d'Hagondange (Moselle) avec ses 450 travailleurs, le plus gros du groupe, fermerait ses portes, et les sites de Cusine (Meurthe-et-Moselle) et de Saint-Étienne (Loire) seraient promis à la liquidation judiciaire.

Cette catastrophe, qui coûtera l'emploi de 696 personnes, et encore plus d'emplois indirects, tant l'aciérie est un secteur clé notamment dans l'industrie automobile, est une aubaine pour les capitalistes. Métal Blanc récupère le site de Dunkerque pour le réorienter dans la production d'acier décarboné, qui était déjà produit dans l'usine d'Hagondange, qui, elle, n'est pas reprise. Une entourloupe pour obtenir des subventions de l'État au nom de la transition écologique. Côté bandits capitalistes, le gouvernement a annoncé, par la voix du ministre délégué à l'Industrie, Sébastien Martin, pour suivre en justice l'actionnaire Greybull pour le non-versement de sa part dans l'offre de reprise qu'il avait lui-même formulée, et ce, même après avoir reçu la somme de 85 millions d'euros de la part de l'État dans le cadre de la reprise.

Quelles que soient les revendications des travailleurs, ils les arracheront en poursuivant la lutte, car ils ont encore bien d'autres alliés que des députés (à plus forte raison des ministres) : ils ont les milliers de salariés du secteur menacés actuellement par les fermetures et suppressions d'emplois.

C.Z. • 17/11/2025

Stellantis Poissy :  
le bras d'honneur des  
salariés à la direction

Mardi 25 novembre, plus de 70 ouvriers de Stellantis Poissy et des sous-traitants internes (de Forvia ou OP Mobility) ont débrayé pendant près de trois heures et ont défilé bruyamment avec pancartes et banderole dans le bâtiment Montage. La direction ne voulait aucune vague ce jour-là : une trentaine de chefs et une douzaine de syndicalistes mouchards ont été mobilisés pour tenter en vain d'intimider les grévistes. En effet, ce débrayage a eu lieu en même temps qu'une réunion nationale de la direction sur l'avenir des sites français dont Poissy (suivie d'une communication d'envergure pour rassurer les journalistes sur le maintien de l'emploi). Les grévistes ont donc voulu marquer le coup pour faire passer ce message : vos mensonges on s'en moque, on les connaît par cœur !

Ces derniers mois, la direction a menti en disant que Poissy pourrait avoir un nouveau véhicule après 2028, elle a caché qu'elle négociait en secret avec le PSG pour lui vendre la moitié des 150 hectares du site pour en faire un stade de foot avec un complexe de loisir... Aujourd'hui elle ment encore en prétendant qu'après avoir définitivement arrêté la production de voitures vers 2027-2028, le site survivra avec de nouvelles activités industrielles comme le reconditionnement de moteurs et de pièces automobiles. Nous sommes plus de 2 000 salariés sur le site, il est évident qu'avec la fin de la production de véhicules, la direction (pressée par ses spéculations immobilières) n'en gardera que très peu, voire aucun.

Les grévistes opposés à la fermeture veulent forcer la direction à signer dès maintenant des garanties pour tous sur les salaires et les emplois (indemnités de licenciement, pré-retraite, reclassement...), en cas de suppressions de postes et de fin du site. Le débrayage s'est conclu par une assemblée générale pour affiner les revendications et préparer la suite : chercher de nouveaux alliés dans l'usine parmi nos collègues et à l'extérieur du côté des salariés des équipementiers automobiles et d'autres secteurs eux aussi menacés par les licenciements.

CORRESPONDANT • 25/11/2025



DEUXIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE  
MOBILISATION DES FACTEURS ET FACTRICES  
DE PARIS 17 DU 18 NOVEMBRE 2025

Plus d'une vingtaine de collègues s'étaient réunis le 29 octobre au soir en dehors de leurs heures de travail à la suite de la grève du 15 octobre dernier, la plus grosse depuis 2009. Le 18 novembre, 21 collègues de Paris 17 se sont à nouveau réunis le soir avec 4 représentants de SUD Poste 92, ainsi qu'un avocat et un représentant de l'Andeva (association contre la contamination par l'amiante).

QUEL PLAN DE BATAILLE ?

Les annonces de primes aux montants très faibles et aux critères non explicités, et l'annonce de la perspective d'un retour au printemps prochain dans les locaux de la rue des Renaudes montrent à la fois que la direction est obligée de réagir, et qu'elle cherche à gagner du temps en ne cédant pas sur les questions essentielles, que ce soit sur la question de l'exposition à l'amiante ou sur les conditions de travail. Mais la tentative de diversion n'a pas marché.

D'où l'importance de continuer, d'élargir et de renforcer la mobilisation. Plusieurs propositions ont été soumises au débat, dont l'idée d'un rassemblement devant la mairie du 17<sup>e</sup>, d'une contre-expertise pour vérifier l'affirmation de la boîte selon laquelle il n'y a plus d'amiante aux Renaudes et pour déterminer l'origine de l'amiante entre 2019 et 2025 et les responsabilités de l'entreprise...

ATTAQUES JURIDIQUES EN VUE

L'avocat a présenté deux projets d'actions en justice, qui se nourriraient l'un l'autre.

Une action collective engagée par une ou plusieurs organisations syndicales auprès du tribunal judiciaire afin d'obtenir une injonction auprès de La Poste afin d'obtenir fiche d'exposition amiante et suivi médical renforcé.

Des démarches individuelles aux prud'hommes pour réparation personnelle en raison du préjudice d'anxiété. L'idée serait d'être nombreuses et nombreux à engager cette procédure. Il s'agit d'un bras de fer sur la durée, mais qui pourrait dès sa mise en place exercer une forte pression contre la direction de La Poste. D'où l'importance de son caractère groupé.

Une manifestation sera organisée devant la mairie le 9 décembre avec rédaction d'un tract pour l'occasion.

Un groupe de six camarades ont été désignés pour rédiger les tracts. La prochaine réunion du comité de mobilisation aura lieu le mardi 9 décembre à 19 h 30, bourse du travail de République.

CORRESPONDANTS • 25/11/2025



# SNCF : les services électriques sous haute tension

À la SNCF, les services électriques (SE) sont chargés de la maintenance de la signalisation ferroviaire, généralement le jour. La nuit et les week-ends, ils interviennent d'astreinte pour réparer les pannes imprévues.

Partout, la SNCF réduit les effectifs et augmente la charge de travail de ceux qui restent. La rémunération est loin de suivre l'augmentation des prix. Depuis plusieurs mois, cette politique qui concerne tous les secteurs est particulièrement contestée dans les SE. À la fin de l'été, certains ont décidé d'affronter la direction pour lui arracher des embauches, une revalorisation des indemnités d'astreinte et une « prime de technicité ».

## UN MOUVEMENT INCONTRÔLABLE

La mobilisation a démarré au mois de septembre dans la vallée du Rhône sous la forme d'une grève reconductible de 59 minutes par jour en fin de service. Certes, quitter le travail une heure plus tôt n'a pas un impact spectaculaire sur la maintenance. Cependant, ce moyen d'action permet de laisser vacante l'astreinte qui est alors transférée à des chefs vite dépassés par la variété des pannes qui peuvent survenir.

En quelques semaines, cette grève a essaimé dans différentes régions, via des groupes sur les réseaux sociaux. Cette relative spontanéité a permis au mouvement, à chaque fois qu'il a pris fin quelque-part, de renaître ailleurs selon un rythme différent mais avec des revendications et des méthodes semblables. Un cauchemar pour une direction habituée à négocier avec des représentants syndicaux.



## LA DIRECTION CONTRE-ATTAQUE

Face aux grèves à Toulouse, Limoges ou encore en Aquitaine, la direction de SNCF Réseau a convoqué les syndicats mi-octobre. Mais la faiblesse de ses annonces a conduit d'autres régions, comme l'Alsace ou le Nord-Pas-de-Calais à rejoindre le mouvement.

La direction a rapidement haussé le ton en menaçant les grévistes de les faire passer sur des horaires postés (2x8 sans pause). Cette menace avait permis d'avoir (provisoirement) raison du mouvement à Lyon fin septembre. Mais en novembre, alors que la lutte a pris une ampleur nationale, la menace n'a plus guère d'effet.

À Strasbourg, non seulement la grève de 59 minutes a continué malgré le 2x8, mais de nombreux grévistes se sont mis à faire grève des journées, des nuits ou des semaines entières, étendant la bagarre à bien d'autres domaines que la seule astreinte. Dans le Nord-

Pas-de-Calais, les travailleurs ont même refusé de se plier à ces horaires, dans l'attente de la décision du tribunal saisi par la CGT.

## PRENDRE LE TEMPS DE DISCUTER

Le 19 novembre, les services électriques étaient appelés à une journée de grève nationale. Des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes. À Lille, une quarantaine de grévistes se sont réunis. À Clermont Ferrand, ils n'étaient pas moins de 80. Ces initiatives n'ont rien d'anodin pour cette profession disséminée sur de vastes régions en petites équipes qui se croisent peu.

Alors que la grève continue de s'étendre et que certaines régions pourraient la reprendre, la capacité des grévistes à se réunir et à débattre va être déterminante pour la suite du conflit.

CORRESPONDANTS • 25/11/2025

# Loi sûreté dans les transports : La répression ne protège jamais les travailleurs !

Les rencontres nationales des transports publics (RNTP), tenues du 4 au 6 novembre à Orléans, ont été l'occasion pour les pontes de revenir sur un thème récurrent : la sécurité des travailleurs. Il y aurait un problème d'ampleur, mais peu d'études sérieuses, alors que chaque fait divers est instrumentalisé, alimentant un sentiment d'insécurité dans la profession. Une loi a été adoptée en avril dernier, mais Philippe Taborot (ministre des Transports) et Jean Castex (désormais à la tête de la SNCF) déplorent sa trop lente application. Nos deux cow-boys oublient de dire que les patrons n'ont pas attendu la loi pour que les mesures répressives soient effectives...

La loi autorise des expérimentations sur le port des caméras par les conducteurs (pour mieux les surveiller) et donne plus de pouvoir aux agents de sécurité privée (fouilles au corps facilitées, contrôles des bagages plus fréquents). D'autres mesures (vitres anti-agression, bouton d'alerte dans le poste de conduite), déjà appliquées dans de nombreux réseaux, sont présentées par les médias comme la solution miracle. En parallèle, la RATP promet 1 000 agents de sécurité en plus des 3 000 déjà en activité ! Les méthodes répressives qui se déploient toujours après les agressions sont incapables de prévenir les situations à risque et ne dissuadent jamais qui que ce soit de passer à l'action.

Les questions sécuritaires saturent le débat public, pour le plus grand bonheur de l'extrême droite. Mais le patronat du transport a une préoccupation plus terre à terre : Thierry Malet (PDG de Transdev) déplore que 55 % des arrêts de travail font suite à une agression, conduisant à « 84 jours d'ITT en moyenne », donc à moins de profits faits sur le dos des travailleurs !

Mais nous avons des propositions à faire valoir, que nous n'imposons que par nos luttes. La présence de médiateurs à bord des bus et cars, formés au désamorçage des situations tendues, serait un premier pas et rendrait la conduite moins solitaire ! La gratuité des transports, à travers l'augmentation du versement mobilité payé par les entreprises, éviterait bien des situations à risque autour des ventes de tickets.

Le problème de la violence à bord des transports en commun dépasse largement le simple bus. Ce sont des conditions sociales, économiques ou psychologiques qui poussent des personnes à s'en prendre aux conducteurs pendant leur travail. C'est en améliorant ces conditions qu'on se débarrassera des agressions envers les travailleurs du transport !

LENY BOLZEN • 25/11/2025

# À Rouen, la colère monte dans le social

Politiques austéritaires : coupes massives dans les budgets et des plans de licenciements en cascade. Mais les travailleurs, les travailleuses, les étudiantes et les étudiants en formation refusent leur précarisation croissante et les conséquences sur les publics accompagnés.

Les luttes locales se multiplient. L'association Emergence-s (qui œuvre à la réinsertion des personnes sans domicile) lutte depuis des mois (grèves, rassemblements) pour limiter la casse liée à un redressement judiciaire. Désormais c'est au tour de l'association Caps (spécialisée dans l'insertion des mineurs et majeurs issus de l'immigration) de subir les mêmes attaques. Les étudiants de l'IDS (Institut du développement social) se sont fortement mobilisés lors des journées du 10 et du 18 septembre. Pour beaucoup d'entre eux il s'agissait de leurs premières manifestations. Ils ont impulsé une assemblée générale du secteur de la santé et du social afin de nous permettre de nous retrouver régulièrement et d'élaborer ensemble des stratégies pour les luttes à venir.

Dans ces assemblées désormais régulières, le constat est le même partout. L'addition est salée. Dans les accueils d'urgence de la protection de l'enfance, les jeunes dorment dans des lits dans des couloirs, les Mecs (Maisons d'enfants à caractère social) sont surchargées. Avec les classes surchargées, les décrochages scolaires sont nombreux pour les jeunes de nos structures, qui se retrouvent très souvent exclus de l'école, faute de temps et de moyens à leur consacrer.

Les travailleurs du social en lutte s'organisent pour répondre à l'appel à la grève de mi-décembre impulsé par les rencontres nationales du travail social qui se sont déroulées à Marseille il y a quelques semaines. Un rassemblement des grévistes aura lieu devant la préfecture à Rouen le 17 décembre. Il faut qu'on continue de lutter ainsi car personne d'autre qu'un collectif de travailleurs ne saura mieux quels sont les besoins pour leur secteur.

CORRESPONDANTS • 25/11/2025





# INDUSTRIE DU JEU VIDÉO

## ROCKSTAR GAMES : LA CHASSE AUX SYNDIQUÉS EST OUVERTE



6 NOVEMBRE, RASSEMBLEMENT CONTRE LA RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE DEVANT LES LOCAUX DE ROCKSTAR NORTH EN ÉCOSSE

Rockstar Games, éditeur majeur de l'industrie du jeu vidéo et filiale de Take Two Interactive, a décidé en début du mois le licenciement d'une trentaine d'employés de sa branche britannique. La cause invoquée par le siège pour justifier ces départs forcés serait une « faute grave » consistant en le « partage de données confidentielles à l'entreprise sur un forum public ». Mais la direction ne dupe personne, et certainement pas les collègues des travailleurs concernés ; s'ils se retrouvent soudainement dans le collimateur de cette entreprise tentaculaire qui enregistre des records de bénéfices, c'est parce qu'ils prévoyaient de s'organiser en syndicat.

### LES BRIGANDS DE ROCKSTAR N'EN SONT PAS À LEUR COUP D'ESSAI

Les méthodes de management de Rockstar Games, font partie de celles qui ont fait connaître auprès du grand public les périodes de « crunch ». Des périodes au rythme de travail extrême durant lesquelles le Code du travail relève d'une douce fiction : journées de vingt heures, salariés qui dorment à leur poste de travail, ne se nourrissent qu'entre deux tâches un jour sur deux... Ce recours au « crunch » est justement dénoncé ces dernières années par les organisations syndicales.

### DE LA VAGUE DE LICENCIEMENTS AU RAZ-DE-MARÉE DE L'ORGANISATION COLLECTIVE

Le secteur du jeu vidéo a connu pendant le confinement un nouvel âge d'or. Si, depuis, le marché du jeu vidéo domine toujours les autres industries culturelles, sa croissance a pris un sévère coup dans l'aile après les déconfinements. Une solution s'impose aux éditeurs milliardaires à travers le monde en plus de la hausse des prix : les licenciements en masse. Près de 3 000 postes supprimés sur les cinq dernières années chez les plus gros éditeurs, en tête Microsoft, Sony ou encore Amazon Games.

Dos au mur, plusieurs salariés se sont tournés vers les syndicats naissants du jeu vidéo. L'écho de cette colère a connu son apogée en France en début d'année sous la forme d'une grève nationale, une réussite qui ap-

pelle des suites. Dans le cas de Rockstar, la solidarité s'est organisée sans délai avec des rassemblements devant les locaux de Rockstar à Londres et Edimbourg. Une journée de grève le 18 novembre dans le studio de Rockstar North, branche écossaise de l'éditeur, a permis non seulement une manifestation pour revendiquer la réintégration immédiate des licenciés, mais aussi nombre de discussions et prises de parole. Un ancien développeur y évoque en ces termes le succès assuré du prochain jeu de Rockstar, le très attendu GTA VI : « Les actionnaires vont s'enrichir, des fortunes vont se construire. Mais je veux que les gens pensent au coût humain : les personnes épuisées, les carrières brisées, les vies bouleversées. »

À Rockstar Games comme ailleurs, c'est bien la voix de l'organisation collective qui fait si peur à ces géants aux pieds d'argile.

BENJAMIN PALKA • 25/11/2025

Retrouver l'article complet sur notre site



## Agenda

### des réunions publiques « municipales » du NPA-R

- **Lyon - mardi 2 décembre :** soirée de lancement de campagne avec **Raphaëlle Mizony et Antony Bruno**, têtes de liste, à 19 heures au Court-Circuit, 13 rue Jangot, 7<sup>e</sup> arrondissement
- **Rouen - mardi 9 décembre :** première réunion du comité de campagne, avec **Amaury Renaud**, tête de liste, à 18 h 30, salle Ostermeyer, 11 avenue Pasteur

## FRANC SUCCÈS POUR LA PREMIÈRE FÊTE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES À METZ !



Samedi 15 novembre, ce sont une centaine de personnes qui ont animé la première fête organisée par le NPA-Révolutionnaires à Metz, dans une salle parée de banderoles sur lesquelles on lisait « c'est pas les immigrés, c'est le capitalisme qu'il faut virer » ou encore « pour préparer la paix, prépare la révolution ». Mots d'ordre on ne peut plus d'actualité, au vu des ravages actuels du capitalisme en Palestine ou au Soudan par exemple, et aussi des promesses de boucheries futures. La nécessité de s'organiser pour y faire face ont occupé le débat qui ouvrait la journée.

Suite du programme : visite de la librairie abondamment fournie ou du stand de collation « On ne crêpera pas pour le patronat », un atelier création de BD présenté par nos amis de Multilog, ainsi qu'une exposition commentée sur l'histoire du mouvement ouvrier allant des premières mines à la désindustrialisation qui continue de saigner notre classe. L'occasion de rappeler notre solidarité avec les travailleurs et travailleuses de Novasco, et avec toutes celles et ceux qui sont vent debout contre les licenciements. Le temps fort de la fête : un meeting avec Gaël Quirante, porte-parole national, et l'annonce de notre participation aux élections municipales. Notre liste sera menée par Gaël Diaferia, secrétaire médico-social, et Célia Lejal, étudiante et salariée. Elle défendra une perspective ouvrière et révolutionnaire, en toute indépendance des illusions institutionnelles. Un repas préparé avec soin par nos camarades, le groupe de rock Zetkin et un karaoké ont conclu cette première édition en musique. En bref, de quoi s'armer et se ressourcer pour les luttes à venir... et se convaincre, entre autres choses, qu'il faudra renouveler l'expérience !

LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES DE LORRAINE  
ET LE NPA-R JEUNES DE METZ  
• 25/11/2025



# Élections municipales 2026

## Rejoignez la campagne ouvrière et révolutionnaire du Nouveau Parti anticapitaliste-Révolutionnaires

Le NPA-R présentera des listes de jeunes, de travailleurs et de travailleuses dans une vingtaine de villes dans tout le pays. Ces listes ouvrières et révolutionnaires ne seront pas menées par des politiciens professionnels mais par des salariés qui partagent le quotidien des classes populaires tout en participant à leurs luttes, et en les organisant, contre l'exploitation et les oppressions. Elles seront soutenues par nos porte-paroles nationaux, Gaël Quirante, postier licencié et syndicaliste, et Selma Labib, conductrice de bus, tête de liste à Ivry-sur-Seine (94).

### C'EST AUX TRAVAILLEURS ET AUX TRAVAILLEUSES DE TOUT DÉCIDER !

Le gouvernement de Macron a deux priorités : l'armement et les profits des grands groupes capitalistes. Son projet de budget attaque tout ce qui permet aux classes populaires de survivre : éducation, santé, logement, transports. Ces économies sur nos vies visent à engraisser les actionnaires à coups de subventions, à verser aux banquiers les intérêts d'une dette qui n'a jamais servi qu'aux riches et à se lancer dans une escalade militariste pour le bonheur des marchands d'armes.

Macron nous fait les poches au profit des patrons et l'extrême droite n'y trouve rien à redire. Le RN est pour les subventions aux grands groupes, contre l'augmentation du Smic, contre tout impôt sur les riches, pour l'augmentation des budgets militaires. Le RN est un parti pro-patronal et anti-ouvrier : ses ennemis jurés sont les chômeurs et les travailleurs immigrés. Son racisme vise à rabaisser et diviser la classe ouvrière : pas étonnant que ses idées nauséabondes soient diffusées sur les médias des milliardaires comme CNews ou BFM.

C'est nous, les travailleurs et les travailleuses, qui subissons ce racisme et ce mépris de classe qui s'ajoutent aux salaires trop bas, aux licenciements, aux logements trop chers et insalubres ; c'est à nos gosses qu'on vole le droit à une éducation de qualité et à nos anciens qu'on refuse des soins gratuits et dignes !

Nous sommes nombreux à ne plus l'accepter. Les partis de gauche prétendent qu'il suffirait de voter pour eux pour changer la vie. Ils offrent le spectacle de leurs divisions à l'Assemblée, se lancent les uns contre les autres à ces municipales, en prétendant « gérer la ville autrement ». C'est le capitalisme qu'ils veulent « gérer », comme à chaque fois qu'ils ont été au pouvoir au niveau local ou national. Mais il n'y a pas de capitalisme à visage humain, il n'y a pas de place pour le compromis social entre les travailleurs et leurs exploiters, il n'y aura pas de paix sur cette planète sans la débarrasser des grands groupes capitalistes qui s'affrontent pour se la partager.

### NOS LUTTES, NOS GRÈVES PEUVENT TOUT CHANGER !

Tout ce que le monde du travail a gagné l'a été par ses luttes, avec l'appui de la jeunesse, et pas par les élections. Contrairement à la gauche qui se situe dans le cadre des institutions, les candidats du NPA-R ne font pas de promesses électorales. Mais ils s'engagent à une chose - parole de travailleur, pas de politicien : à mettre toutes leurs forces, tout leur crédit électoral et tous leurs moyens militants à défendre jusqu'au bout les intérêts de leurs collègues et de l'ensemble des salariés, dont les jeunes scolarisés qui sont des travailleurs en formation, les retraités qui ont travaillé toute leur vie et les chômeurs qui sont des travailleurs privés d'emploi par un patronat licencier.

Voter pour les listes du NPA-R, c'est donner de la force à nos luttes futures, c'est faire entendre une voix qui combat frontalement la droite de Macron et l'extrême droite de Le Pen et Bardella sans en rester aux illusions institutionnelles d'une gauche qui nous a trahi chaque fois qu'elle a gouverné.

Voter pour les listes du NPA-R, c'est envoyer des militantes et des militants dans les conseils municipaux qui y seront la voix des travailleurs et des travailleuses et qui mettront tous leurs moyens au service des luttes pour le logement, pour le droit à l'éducation, contre le patronat local gavé de subventions, pour l'accès à la santé et à des transports fiables et gratuits.

Voter pour les listes du NPA-R, c'est affirmer qu'il n'y a qu'une seule frontière que nous reconnaissons, celle qui nous oppose aux patrons et aux banquiers : travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Voter pour les listes du NPA-R c'est montrer enfin que nous sommes nombreux à refuser l'avenir de guerres, d'inégalités et de saccage de l'environnement auquel le capitalisme condamne toute l'humanité. C'est faire vivre la perspective communiste : que celles et ceux qui font tout tourner puisse enfin tout décider.

LE COMITÉ EXÉCUTIF

»»» Contactez-nous pour participer à cette campagne, nous avons besoin de tous les coups de main militants, financiers et nous recherchons des travailleurs, des travailleuses et des jeunes pour compléter nos listes dans toutes les régions.



## Pour un pôle des révolutionnaires

Le NPA-R milite pour que les organisations qui se réclament de la révolution sociale et agissent en direction du monde du travail se regroupent en un pôle des révolutionnaires clairement délimité de la gauche institutionnelle. Cette politique est vitale dans les luttes, afin de les renforcer, de les étendre et de permettre aux travailleurs eux-mêmes d'en arracher la direction aux bureaucraties syndicales qui les emmènent trop souvent dans le mur. Ce pôle des révolutionnaires devrait aussi se décliner aux élections : des candidatures révolutionnaires unies auraient plus d'écho et pourraient déclencher une dynamique positive pour le moral et les luttes futures. Comme lors des Européennes et des Législatives de 2024, nous avons proposé à Lutte ouvrière (LO) de présenter des listes communes dans les villes où nous sommes présents ensemble. Cela nous aurait permis de compléter rapidement les listes et de déployer nos efforts vers d'autres villes afin d'augmenter le nombre de candidatures du mouvement révolutionnaire. LO a pour l'instant refusé, arguant de nos divergences politiques. Nous regrettons ce choix qui exagère les différences (réelles) entre nos deux courants et minimise ce qui nous est commun. L'unité de l'extrême gauche, surtout si elle reste sur un terrain électoral, ne changerait certes pas la situation du tout au tout. Mais ce n'est pas une raison pour se satisfaire des divisions et ne pas chercher à les surmonter. Le NPA-R reste convaincu que des listes communes permettraient de porter plus haut nos perspectives révolutionnaires sans taire les particularités de chaque courant - et même qu'une campagne commune serait en fait l'occasion pour nos milieux respectifs de les discuter et de les présenter aux travailleurs. Nous constituons donc des listes NPA-R, mais nous maintenons la proposition faite à LO jusqu'au dépôt officiel des candidatures en février prochain.



FILMS

DEUX PROCUREURS

SERGEÏ LOZNITSA

avec Alexandre Kuznetsov,  
Alexandre Filippenko,  
Anatoli Bely



URSS 1937. Dans la cour de la prison de Briansk, on brûle des milliers de lettres de détenus protestant de leur dévouement à la révolution et dénonçant les mensonges et les tortures du NKVD, la police politique du régime stalinien. Ainsi commence ce film remarquable qui retrace la manière dont, par dizaines de milliers, les militants bolcheviks « anonymes » qui avaient permis à la Révolution de triompher, ont été éliminés par la bureaucratie stalinienne.

Le film n'en parle pas, mais la période 1936-1938, c'était l'époque des procès de Moscou où toute la vieille garde de dirigeants du Parti bolchevik fut condamnée puis exécutée à l'issue de procès spectaculaires. Le grand accusateur étant Andreï Vychinski.

L'action se focalise sur une petite localité, où l'on emprisonne sans procès, dans le silence. Mais une des lettres, écrite par un vieux militant bolchevik, Stipniak, échappe au feu et atterrit sur le bureau d'un tout jeune procureur, Alexandre Kornev. Il finit par rencontrer Stipniak qui lui explique que le NKVD local est un ramassis de contre-révolutionnaires qui sont en train d'exterminer la fine fleur du parti et lui conseille d'aller porter l'affaire directement à Moscou. Kornev part donc pour Moscou où il parvient à rencontrer le procureur général d'URSS, persuadé d'avoir convaincu le patron de la justice soviétique. Qui n'était autre que Vychinski...

Un film magnifique, véritable réquisitoire contre ce que fut la falsification stalinienne et l'extermination de la vieille garde du Parti bolchevik.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 22/11/2025

Il y a 80 ans : les procès de Nuremberg

À la barre se trouvent les principaux dignitaires du régime nazi, qui se renvoient mutuellement la balle, malgré leurs responsabilités écrasantes dans un engrenage criminel qui a exterminé 7 millions de victimes. Les commandements alliés étaient au courant depuis des mois, voire des années, mais n'ont jamais fait du sauvetage des Juifs un but de guerre, trop occupés à préparer le repartage de l'Europe. Le grand patronat ressort du procès sans aucune égratignure. Le procès du système qui a engendré la barbarie nazie et cette sale guerre impérialiste n'a, lui, jamais été fait.



Se reporter à l'article de notre site, pour plus de détails



ESSAIS

LA FRANCE ÉTERNELLE, UNE ENQUÊTE ARCHEOLOGIQUE

JEAN-PAUL DEMOULE

La Fabrique, 2025, 17 €.

Vous avez dit « France éternelle » ? Dans son dernier ouvrage, l'historien et archéologue Jean-Paul Demoule remet « l'histoire à l'endroit » et pulvérise le mythe d'une France surgie du « fond des âges ». Au fil de douze chapitres chronologiques et synthétiques, impeccablement sourcés et illustrés – bref, tout ce que le roman national n'a jamais eu –, l'auteur démontre à quel point cette fresque officielle, reprise en boucle par la droite et l'extrême droite, et pas seulement, relève du conte pour enfants. Des premiers chasseurs-cueilleurs aux Romains, il rappelle avec humour que l'histoire de France n'a jamais été qu'une histoire ininterrompue d'échanges migratoires, de « grand-remplacements ».

Demoule s'attaque aussi à un autre mensonge, celui de LA langue française, qui ne s'est développée que très récemment, à la Renaissance : elle était alors parlée par à peine 10 % de la population. « Le monolinguisme, si caractéristique des Français d'aujourd'hui, est bien une situation récente. » C'est la Troisième République qui tenta, par la force, d'effacer les 75 langues régionales du territoire français. Et l'auteur de rappeler que les défenseurs de notre si belle langue continuent à exclure et pourfendre les expressions qui n'entrent pas dans son modèle, comme le fameux « Djadja » d'Aya Nakamura.

La France éternelle est un véritable pavé jeté dans la mare des débats actuels sur « l'identité nationale », outil de la bourgeoisie pour diviser les exploités, qui, eux, ont une histoire bien plus longue !

MARTIN ERAUD • 25/11/2025



LE SENS DU BÉTAIL : VOUS NE MANGEREZ PLUS JAMAIS DE LA MÊME FAÇON

ULYSSE THEVENON

Flammarion, 2025, 304 p., 22 €.

Les représentants auto-proclamés de l'agriculture, FNSEA et consorts, ont beau dire à tout-va que ce sont les mesures environnementales, les taxes, les normes, les écolos qui tuent l'agriculture française, dans ce reportage, dans lequel il a enquêté auprès de 300 acteurs du monde agricole, Ulysse Thévenon montre une tout autre réalité.

Ce qui étrangle les agriculteurs, ce sont en fait les coopératives, les fournisseurs d'aliments, les banques (en premier lieu le Crédit agricole), les chambres d'agriculture, les enseignes de la grande distribution... bref, les mastodontes du capitalisme agricole. Dans ce reportage, on entend la parole d'éleveurs poussés à bout par leurs donneurs d'ordre, se retrouvant à devoir s'endetter pour produire toujours plus. On plonge au cœur des magouilles, des pressions et menaces qui planent sur ceux qui osent faire ou penser différemment. Si les syndicats agricoles majoritaires font tout pour canaliser les mobilisations dans une défense du système actuel, certains agriculteurs ne sont pas dupes et savent qui est responsable de leur situation. Cette enquête, comme celle de Nicolas Legendre dans *Silence dans les champs*, fait entendre leurs voix et dénonce ce système mortifère.

JEAN EINAUGIG • 25/11/2025



HOMMAGE

MICHÈLE AUDIN, UNE VIE DE COMBATS ET D'ENGAGEMENTS

Michèle Audin, mathématicienne et écrivaine, est décédée le 14 novembre à l'âge de 71 ans. Une vie aux mille facettes, commencée de manière tragique : en 1957, son père, lui aussi mathématicien, militant du Parti communiste algérien et partisan de l'indépendance, avait été enlevé puis torturé à mort par les parachutistes français de Massu, envoyés pour écraser l'insurrection algérienne. L'armée nia tout, mais *L'Affaire Audin*, titre du livre publié par Pierre Vidal-Naquet en 1958, prit rapidement de l'ampleur. La reconnaissance de l'assassinat de Maurice Audin fut dès lors un combat de plusieurs décennies pour sa veuve et ses enfants, dont Michèle. Celle-ci s'illustra notamment en 2009 en refusant la Légion d'honneur que lui décernait Sarkozy, alors qu'il n'avait pas daigné répondre aux interpellations sur la mort de Maurice Audin.

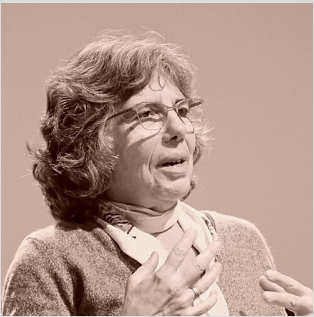
Elle était une mathématicienne reconnue pour ses travaux en géométrie « symplectique », et tenait par ailleurs à féminiser tous ses manuels de géométrie, fait rare en la matière !

Côté littérature, Michèle Audin faisait par-

tie de l'Oulipo, pour Ouvroir de littérature potentielle : il s'agit d'un groupe d'écrivains qui se fixent des contraintes pour mieux libérer les possibilités infinies de la langue : Georges Perec, l'auteur de *La Disparition*, roman écrit sans qu'il comporte un seul 'e', en faisait partie.

De ses livres, on retiendra notamment ses ouvrages consacrés à la Commune de Paris, romanesques ou non. Tout amateur de la Commune trouvera son bonheur sur le blog de Michèle Audin (<https://macommunedeparis.com/>) où elle relatait en détail toutes ses enquêtes sur les traces de la Commune.

En guise d'hommage à cette intellectuelle toujours engagée du côté des exploités et des opprimés, nous indiquons les liens de trois critiques de ses livres parues en 2021 sur le site de *Convergences révolutionnaires* dont nous conseillons à tous et à toutes la lecture.



BORIS LETO



# SANS-FACS DE NANTERRE : LE BRAS DE FER CONTINUE !

Depuis juillet, le collectif des sans-fac de Nanterre, soutenu par l'UNEF Nanterre et de nombreuses organisations (dont le NPA-R), se bat pour obtenir des inscriptions à l'université. Alors que les examens du premier semestre approchent, ce sont près de 50 jeunes qui continuent de se mobiliser face à une présidence déterminée à poursuivre sa politique de sélection.

## LA FAC RECULE, MAIS N'A PAS ENCORE RECONNU LE DROIT POURTOUS A ETUDIER

Depuis 2022, la présidence de l'Université Paris-Nanterre a fait le choix de rompre tout dialogue avec le collectif des sans-fac et n'a concédé que peu d'inscriptions. Après 3 occupations du bâtiment de la présidence en 1 mois (dont une où la fac a fait intervenir les CRS) et malgré des dispositifs de sécurité toujours plus renforcés, la présidence a été contrainte de revenir à la table des négociations. Une rencontre est prévue le mercredi 26 novembre pour exposer la situation des sans-fac et convenir d'un compromis.

## ILS VEULENT UNE FAC FERMÉE AUX JEUNES DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Si la présidence de la fac de Nanterre refuse d'inscrire ces 50 jeunes, c'est parce que son projet politique est tout tracé : 65 millions d'euros de coupes budgétaires sur 5 ans,

fermetures de filières (en langues et sciences sociales par exemple), réduction des capacités d'accueil et gel des embauches d'enseignants sur 2 ans. Ce qu'ils veulent, c'est déga-ger les jeunes des classes populaires, enfants de travailleurs et/ou étudiants étrangers des bancs de l'université !

## NOUS NE SOMMES PAS CONDAMNÉS À SUBIR LA SÉLECTION ET L'AUSTÉRITÉ !

Début 2025, des milliers d'étudiants ont pris le chemin de la rue contre les coupes budgétaires dans l'ESR, le 10 septembre et ses suites ont montré que les jeunes et les travailleurs ne comptaient pas laisser le gouvernement détruire les services publics. À la fac de Nanterre, ce sont les sans-fac qui montrent la voie et ils sont rejoints par des étudiants toujours plus nombreux à affirmer qu'étudier est un droit, pas un privilège !

LÉO CIACCI • 25/11/2025



RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AUX SANS-FACS. UNIVERSITÉ PARIS-NANTERRE, LUNDI 20 OCTOBRE 2025

## LYCÉE PRO DE FONTENAY-SOUS-BOIS « AUJOURD'HUI LES ENFANTS, COURS DE MATRAQUE ! »

J eudi 6 novembre, des élèves de 3<sup>ème</sup>, seconde et CAP du lycée Michelet ont eu droit à une surprise ! Une dizaine d'ateliers « découverte des métiers », animés par les agents pénitentiaires de Fresnes et des légionnaires. Au programme, garde à vue et garde-à-vous : pompes et humiliation collective, stand de tir avec de faux Famas, jeu de rôles pour apprendre l'art de la matraque (la manier ou la recevoir ?), « mise en situation » avec la sainte trinité placage-immobilisation-menotte. Sur les élèves bien sûr, rassurez-vous, les agents sont sains et saufs. Pourquoi violenter des élèves de seconde ? Afin de leur « montrer qu'il ne servait à rien de s'opposer aux forces de l'ordre, car ces dernières auraient toujours le dessus ». Que les enfants des travailleurs comprennent : l'autorité, celle du flic, du maton ou du patron, ça se respecte !

L'affaire aurait pu passer sous les radars, comme aux lycées de Villeneuve-Saint-Georges et Gourdou-Lesurre. Mais nos brutes en uniforme ont péché

par excès de zèle : plusieurs élèves ont été blessés, ce qui a alerté des syndicalistes CGT ainsi que la presse (Mediapart), obligeant le rectorat à ouvrir une enquête. Qui aurait cru que les flics étaient dangereux dans les banlieues ?

Les dernières années de répression des manifestations ne manquent pas d'enseignements, que ces jeunes viennent de vivre dans leur chair : l'État, c'est la violence contre les pauvres. Mais quitte à faire de la pédagogie de ce genre à l'école, autant faire des ateliers « grève lycéenne », « comment organiser son assemblée générale » ou « comment soutenir son camarade de classe quand la police veut l'enlever pour l'expulser du territoire ». Vu les révoltes de jeunesse partout dans le monde, il est possible que les lycéens passent vite aux travaux pratiques, mais en attendant, flics et militaires, hors de nos collègues et lycées !

ALEXIS MICSHEN • 25/11/2025

# EXCLUSION À L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG : SE MOBILISER N'EST PAS UN CRIME !

L e 22 septembre dernier, six étudiants ont comparu devant une commission disciplinaire de l'Université de Strasbourg, accusés de « faits graves » après s'être mobilisés contre la présence de l'UNI lors des dernières élections étudiantes.

Face aux militants de ce « syndicat » d'extrême droite, qui diffusaient tranquillement leur propagande raciste et haineuse sur le campus, ces étudiants ont organisé un débrayage pour les pousser à quitter les lieux et informer les autres étudiantes et étudiants sur la véritable nature de cette organisation.

Pour cette action, la présidence a prononcé deux exclusions d'un an avec sursis pour des militantes de la FSE et une exclusion d'un an ferme. Elle justifie ces sanctions au nom d'une prétendue neutralité politique : curieuse neutralité qui consiste à laisser faire l'extrême droite tout en sanctionnant celles et ceux qui s'y opposent !

Cette décision s'inscrit dans une politique déployée par les directions d'université et par le gouvernement qui cherchent des moyens pour réprimer les étudiants combattifs.

Criminaliser les luttes et intimider la jeunesse pour qu'elle se tienne tranquille : sur ce point, le programme de la direction rejoint celui de l'UNI qui appelait dans ses tracts à la fin de la « bordérisation de la fac par l'extrême gauche ». Les deux rêvent d'une jeunesse qui courbe l'échine pour accepter « l'ordre des choses », celui des coupes budgétaires, de la montée du militarisme et des génocides.

Mais la jeunesse scolarisée est très loin d'accepter cet ordre absurde : elle s'organise et se mobilise, comme on a pu le voir dans le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien ou autour du 10 septembre et des mobilisations « Bloquons tout », et elle se montre capable d'ébranler des États et de renverser des gouvernements, comme au Maroc, au Népal ou à Madagascar.

La meilleure réponse à ces tentatives de brider les mobilisations, c'est de déborder les cadres imposés et de continuer à lutter, encore plus nombreuses et nombreux !

CORRESPONDANT • 24/11/2025

## STRASBOURG : LYCÉES ET FAC BLOQUÉS CONTRE LES MASSACRES DANS LE MONDE

Ce 20 novembre, deux lycées ainsi que l'université de Strasbourg ont été bloqués contre les massacres en Palestine et au Soudan. Malgré la répression, une centaine de lycéens et d'étudiants ont convergé en se mobilisant afin de dénoncer les crimes d'Israël et des États impérialistes. Un appel à l'action pour tous les lycées et facs du pays qui aurait intérêt à être généralisé à l'ensemble du pays, à l'image des mobilisations de la jeunesse et du monde du travail en Espagne ou Italie. Leur prétendu « plan de paix » n'est qu'une paix des cimetières, seule la lutte internationaliste pourra nous sortir des guerres et des massacres !

**SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !**

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes\_revo

**NPA**  
**JEUNES**  
RÉVOLUTIONNAIRES